

Rapport de gestion

Le 28 février 2024

Le présent rapport de gestion portant sur les activités, la situation financière et les flux de trésorerie de Stantec Inc. (« Stantec » ou la « Société ») pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, daté du 28 février 2024, doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés audités de 2023 et les notes annexes de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Nos états financiers consolidés audités de 2023 et les notes annexes sont préparés conformément aux normes IFRS de comptabilité publiées par l'International Accounting Standards Board. Tous les montants indiqués sont en dollars canadiens.

Des renseignements supplémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR+ à sedarplus.com et sur EDGAR à sec.gov. Le rapport de Stantec aux termes de la *Loi sur l'esclavage moderne* du Canada (*Loi édictant la Loi sur la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement et modifiant le Tarif des douanes*) est disponible sur SEDAR+ à sedarplus.ca et sur le site Web de la Société à stantec.com. Sauf indication contraire, ces renseignements supplémentaires ne sont pas intégrés par renvoi et ne doivent pas être considérés comme faisant partie du présent rapport de gestion.

Les titres de Stantec sont inscrits à la TSX et à la NYSE sous le symbole STN. Visitez-nous sur stantec.com ou retrouvez-nous sur les réseaux sociaux.

Normes comptables non conformes aux IFRS et autres mesures financières

La Société présente ses résultats financiers conformément aux normes IFRS de comptabilité. Toutefois, certains indicateurs utilisés par la Société pour analyser et évaluer ses résultats sont des mesures non conformes aux IFRS ou constituent d'autres mesures financières et ratios, notamment : le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA ») ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action ajusté, le rendement du capital investi (« RCI ») ajusté, le ratio dette nette/BAIIA ajusté, le délai de recouvrement des créances, les flux de trésorerie disponibles, la marge (en pourcentage des produits des activités ordinaires nets), la croissance (réduction) interne, la croissance par acquisitions, les mesures présentées en devises constantes et l'incidence des taux de change ou des fluctuations des devises, le taux de croissance annuel composé (« TCAC »), la dette nette, le capital total géré, le fonds de roulement et le ratio de liquidité générale, ainsi que des mesures et des ratios calculés à l'aide de ces mesures non conformes aux IFRS ou des autres mesures financières. Ces mesures sont considérées comme des mesures financières et ratios non conformes aux IFRS, des mesures financières supplémentaires et des mesures de gestion du capital et sont présentées aux rubriques « Définitions des mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » (les « définitions ») et « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion et, s'il y a lieu, des rapprochements entre les mesures non conformes aux IFRS et les mesures les plus directement comparables calculées conformément aux normes IFRS de comptabilité sont présentés (se reporter aux rubriques « Faits saillants financiers de 2023 », « Rendement financier », « Situation de trésorerie et sources de financement » et « Définitions »).

Ces mesures financières non conformes aux IFRS et autres mesures financières et ratios n'ont pas de définition normalisée en vertu des normes IFRS de comptabilité et, par conséquent, elles pourraient ne pas être comparables à des mesures et des ratios semblables présentés par d'autres émetteurs. La direction est d'avis que, en plus des mesures conventionnelles préparées conformément aux normes IFRS de comptabilité, ces mesures financières non conformes aux IFRS et autres mesures financières et ratios fournissent des renseignements utiles aux investisseurs afin de les aider à comprendre les composantes de nos résultats financiers. Ces mesures ne doivent pas être prises isolément ni considérées comme un substitut à l'information financière connexe préparée conformément aux normes IFRS de comptabilité.

Modèle d'affaires

Stantec est un chef de file mondial de la conception et de la prestation de services en ingénierie durable, en planification de l'architecture et en consultation environnementale. En tant que conseillère de confiance pour nos clients et nos collectivités, l'équipe multidisciplinaire de Stantec aborde les enjeux des changements climatiques, de l'urbanisation et de la résilience des infrastructures. Notre stratégie est guidée par notre raison d'être, qui est de donner aux gens les moyens de relever les plus grands défis du monde. La réussite de nos clients, de nos communautés et de nos collaborateurs dans le monde entier est notre plus grande ambition.

La communauté Stantec regroupe plus de 28 000 employés travaillant dans plus de 400 emplacements répartis sur six continents. Notre diversification géographique et de services nous permet de tisser des liens solides avec notre clientèle. En 2023, Stantec a réalisé des produits des activités ordinaires nets de 5,1 G\$, soit 53 % aux États-Unis, 25 % au Canada et 22 % à l'échelle mondiale.

Les éléments clés de notre modèle d'affaires sont les suivants :

1. Diversification géographique. Nous menons nos activités dans trois unités d'exploitation régionales, soit le Canada, les États-Unis et les Activités mondiales, qui offrent des services semblables dans toutes les régions ainsi qu'au niveau local tout en offrant l'expertise de notre équipe mondiale.
2. Diversification des services. Nous offrons des services dans divers secteurs tout au long du cycle de vie du projet par l'entremise de cinq unités d'exploitation commerciales : Infrastructure, Eau, Services environnementaux, Bâtiments et Énergie et ressources.
3. Concentration sur la conception. Nous fournissons nos services durant la phase de conception des projets d'infrastructure, d'eau, de bâtiments ainsi que d'énergie et ressources, ce qui offre la possibilité de dégager des marges plus élevées et de mieux contrôler le risque comparativement aux sociétés d'ingénierie et de construction intégrées.
4. Solutions relatives au cycle de vie. Nous fournissons des services professionnels dans toutes les phases du cycle de vie du projet : planification, conception, administration de la construction, mise en service, maintenance, mise hors service et assainissement.

Principales réalisations en 2023

La fin de 2023 marque la réalisation réussie du plan stratégique de 2020 de Stantec. En effet, nous avons enregistré des résultats records pour une troisième année consécutive et nous avons continué à mettre en œuvre notre stratégie de croissance.

Performance record

Notre forte approche collaborative et notre solide modèle de prestation de services intégrés dans nos unités d'exploitation commerciales et dans de vastes zones géographiques nous permettent d'accroître notre efficacité opérationnelle et de développer nos activités. Nos produits des activités ordinaires nets ont atteint 5,1 G\$, ce qui représente une performance record stimulée d'abord et avant tout par une croissance interne de 9,9 % et par une croissance par acquisitions de 1,5 %.

Chacune de nos unités d'exploitation commerciales et de nos régions géographiques a dégagé une croissance interne des produits des activités ordinaires nets tout en continuant de mettre l'accent sur l'exécution rigoureuse des projets et l'excellence opérationnelle. D'excellents résultats ont été atteints dans plusieurs mesures financières clés, dont une marge du BAIIA ajusté de 16,4 %, un résultat net de 331,2 M\$, un résultat dilué par action de 2,98 \$ et un résultat dilué par action ajusté de 3,67 \$.

La croissance témoigne de la force de notre modèle d'affaires diversifié et de notre capacité à régler des problèmes critiques pluriannuels découlant du vieillissement de l'infrastructure, des changements climatiques et de la relocalisation de la production nationale.

Solidité financière et répartition rigoureuse du capital

En 2023, nous avons renforcé notre bilan grâce à un placement privé de billets de premier rang non garantis de 250 M\$ et à un placement public d'actions ordinaires de 288 M\$, ce qui nous donne une capacité supplémentaire pour financer nos futures occasions d'acquisition et nos initiatives de croissance.

Nous avons continué à faire preuve de rigueur dans notre stratégie de répartition du capital, en restituant du capital aux actionnaires par le biais de notre dividende et en rachetant nos actions de façon opportune, tout en maintenant notre priorité de répartition du capital vers l'investissement dans des acquisitions stratégiques et relatives. En 2023, nous avons conclu l'acquisition d'Environmental Systems Design (« ESD »), basée à Chicago, dans l'Illinois. ESD, une société d'ingénierie comptant 300 employés, a renforcé l'expertise de Stantec en matière de construction de centres de données et d'installations critiques. Nous avons également annoncé notre intention d'acquérir ZETCON Engineering, une société d'ingénierie comptant 645 employés dont le siège social est établi à Bochum, en Allemagne, acquisition qui a été menée à bien le 8 janvier 2024.

Développement durable – L'approche Stantec

Grâce à notre approche réfléchie en matière de questions environnementales, sociales et de gouvernance, nous avons consolidé notre position de chef de file mondial en développement durable. Nous sommes extrêmement fiers des réalisations et des éloges qui soulignent notre engagement envers le développement durable, y compris les suivantes :

- Nous nous sommes classés au premier rang parmi nos pairs sur la liste « Global 100 » de Corporate Knights pour 2024 des entreprises les plus engagées en faveur du développement durable; nous nous sommes classés au 9^e rang mondial, en reconnaissance de notre succès à générer des produits « propres »;
- Nous avons été choisis parmi les 50 meilleures entreprises citoyennes au Canada par Corporate Knights pour la 14^e fois;
- Nous avons été reconnus comme chef de file en matière de lutte aux changements climatiques, ayant reçu la note A- de l'agence CDP pour la cinquième année consécutive;
- Nous avons été inscrits dans l'annuaire de S&P sur la durabilité mondiale pour la deuxième année consécutive.

Nous nous engageons à promouvoir l'inclusion, la diversité et l'équité au sein de notre organisation et des communautés mondiales que nous servons. Nous entretenons des liens avec diverses organisations telles que Neurodiversity in Business et le Centre canadien pour la diversité et l'inclusion, et avons reçu des prix pour nos progrès en matière d'inclusion, de diversité et d'équité.

La structure de notre prêt lié au développement durable (« PLDD ») est liée à nos facilités de crédit consortiales de premier rang et aligne le coût d'emprunt à des cibles liées aux cibles de réduction des émissions de GES de Stantec et à sa cote pour l'indice Bloomberg Gender-Equality Index (« GEI »). En 2023, nous avons constaté des économies au titre du PLDD en atteignant nos indicateurs de performance clés et en affectant ces économies d'intérêts à des organisations autochtones sans but lucratif qui luttent contre les changements climatiques au Canada, aux États-Unis, en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Un avenir qui se dessine

Les tendances mondiales entraînent une forte demande pour nos services. Nos programmes de croissance en matière de marketing et de développement des affaires, combinés à notre solide expertise et à notre exceptionnelle collaboration transversale, nous placent en bonne position pour tirer parti de la croissance interne qui nous attend. Nous sommes convaincus d'avoir la bonne combinaison entre nos cinq unités d'exploitation commerciales, et leur travail dans de multiples sous-secteurs, pour répondre à cette demande et assurer un haut niveau de diversification pour Stantec. Cette combinaison d'activités et notre diversification géographique croissante créent également de la résilience au sein de notre entreprise face à des perturbations récentes telles que la pandémie de COVID-19, un ralentissement de l'économie ou une hausse des taux d'intérêt.

Notre nouveau plan stratégique triennal, publié en décembre 2023, se concentre sur le financement sans précédent et l'urgence due aux répercussions des changements climatiques, sur la réorganisation et la création de nouvelles approches pour les communautés et les infrastructures, et sur la poursuite de l'adoption de la technologie pour générer des gains d'efficacité.

Au début de 2024, nous avons poursuivi notre plan de croissance par acquisitions et avons conclu l'acquisition de ZETCON Engineering et de Morrison Hershfield, une société d'ingénierie et de gestion comptant 1 150 employés dont le siège social se trouve à Markham, en Ontario. Nous continuons à voir d'importantes possibilités d'acquisitions dans tous nos secteurs et zones géographiques clés et nous restons déterminés à réaliser nos ambitions de croissance.

Acquisitions stratégiques réalisées en 2023 et en 2022

Voici une liste des acquisitions qui ont contribué à la croissance des produits dans nos secteurs à présenter et nos unités d'exploitation commerciales :

				UNITÉS D'EXPLOITATION COMMERCIALES				
SECTEURS À PRÉSENTER	Date d'acquisition	Emplacement principal	Nbre d'employés	Infrastructure	Eau	Bâtiments	Services environne- mentaux	Énergie et ressources
États-Unis								
L2P	Octobre 2022	Philadelphie, Pennsylvanie	40			●		
Environmental Systems Design	Juin 2023	Chicago, Illinois	300			●		
Activités mondiales								
Barton Willmore	Avril 2022	Reading, Royaume-Uni	300	●				

Faits saillants financiers de 2023

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	Exercices clos les 31 décembre					
	2023		2022		2021	
	\$	% des produits des activités ordinaires nets	\$	% des produits des activités ordinaires nets	\$	% des produits des activités ordinaires nets
Produits des activités ordinaires bruts	6 479,6	127,9 %	5 677,2	127,4 %	4 576,8	125,9 %
Produits des activités ordinaires nets	5 066,2	100,0 %	4 457,2	100,0 %	3 636,1	100,0 %
Charges salariales directes	2 321,5	45,8 %	2 039,9	45,8 %	1 672,8	46,0 %
Marge des projets	2 744,7	54,2 %	2 417,3	54,2 %	1 963,3	54,0 %
Charges administratives et de marketing	1 945,8	38,4 %	1 742,5	39,1 %	1 423,6	39,2 %
Amortissement des immobilisations corporelles	59,9	1,2 %	56,8	1,3 %	53,9	1,5 %
Amortissement des actifs loués	121,7	2,4 %	122,1	2,7 %	107,9	3,0 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	102,0	2,0 %	104,6	2,3 %	60,0	1,7 %
Charge d'intérêts et autres charges financières, montant net	93,0	1,8 %	73,2	1,6 %	43,3	1,2 %
Autres	(4,9)	0,0 %	(7,0)	(0,1) %	11,6	0,2 %
Impôts sur le résultat	96,0	1,9 %	78,1	1,8 %	62,3	1,7 %
Résultat net	331,2	6,5 %	247,0	5,5 %	200,7	5,5 %
Résultat de base par action	2,98	n. s.	2,23	n. s.	1,80	n. s.
Résultat dilué par action	2,98	n. s.	2,22	n. s.	1,80	n. s.
BAIIA ajusté (note)	831,0	16,4 %	723,9	16,2 %	573,8	15,8 %
Résultat net ajusté (note)	408,4	8,1 %	347,1	7,8 %	269,9	7,4 %
Résultat dilué par action ajusté (note)	3,67	n. s.	3,13	n. s.	2,42	n. s.
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,78	n. s.	0,72	n. s.	0,66	n. s.
Total de l'actif	6 076,7		5 652,9		5 226,4	
Total de la dette à long terme	1 129,0		1 235,8		1 245,1	

note : Le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté et le résultat dilué par action ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS (voir la rubrique « Définitions » du présent rapport de gestion).

n. s. = non significatif

Nous avons atteint un résultat dilué par action de 2,98 \$ et un résultat dilué par action ajusté de 3,67 \$, soit des sommets historiques, avec des augmentations respectives de 34,2 % et 17,3 % par rapport à 2022. Le résultat record reflète une très forte croissance des produits des activités ordinaires nets et une solide exécution de notre plan stratégique.

- Par rapport à 2022, les produits des activités ordinaires nets ont augmenté de 13,7 %, ou 609,0 M\$, pour s'établir à 5,1 G\$, essentiellement stimulés par la croissance interne de 9,9 % et la croissance par acquisitions de 1,5 %. Toutes nos unités d'exploitation régionales et commerciales ont enregistré une croissance interne. L'unité Eau a affiché une croissance interne exceptionnelle de 20 %, tandis que l'unité Services environnementaux et les États-Unis ont également atteint une croissance interne à deux chiffres.
- La marge des projets a progressé de 327,4 M\$, ou 13,5 %, pour atteindre 2,7 G\$, alors qu'exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires, elle est demeurée stable par rapport à 2022, s'établissant à 54,2 %, en raison de la croissance des produits des activités ordinaires nets et de la solide exécution des projets.
- Le BAIIA ajusté s'est établi à 831,0 M\$, en hausse de 107,1 M\$, ou 14,8 %. Nous avons affiché une marge du BAIIA ajusté de 16,4 %, en hausse de 20 points de base par rapport à 2022, en raison de la hausse des activités et à une gestion rigoureuse des coûts, facteurs neutralisés en partie par une charge importante liée à la réévaluation de notre régime incitatif à long terme (« RILT »), à la faveur principalement de la forte appréciation de l'action. Compte non tenu de la réévaluation, la marge du BAIIA ajusté a atteint 17,1 %.

- Le résultat net et le résultat dilué par action ont atteint des sommets en 2023. Le résultat net a augmenté de 34,1 %, ou 84,2 M\$, pour s'établir à 331,2 M\$, et le résultat dilué par action a augmenté de 34,2 %, ou 0,76 \$, pour s'établir à 2,98, principalement en raison de la croissance soutenue des produits des activités ordinaires nets, de solides marges de projets et de la diminution des charges administratives et de marketing en pourcentage des produits des activités ordinaires nets.
- Nous avons mené à bien notre stratégie immobilière de 2023 et avons généré un résultat par action ajusté supplémentaire d'environ 0,38 \$ tout en réduisant notre empreinte de plus de 30 % par rapport à notre base de référence de 2019.
- Le résultat net ajusté a augmenté de 17,7 %, ou 61,3 M\$, pour atteindre un niveau record de 408,4 M\$, ce qui représente 8,1 % des produits des activités ordinaires nets (8,6 % compte non tenu de la réévaluation du RILT), en hausse de 30 points de base en regard de l'exercice précédent. Le résultat dilué par action ajusté a augmenté de 17,3 %, ou 0,54 \$, pour atteindre 3,67 \$ (3,91 \$ compte non tenu de la réévaluation du RILT).
- Le carnet de commandes se chiffre à 6,3 G\$, en hausse de 6,8 % par rapport au 31 décembre 2022, ce qui reflète une croissance interne de 4,6 %. Toutes les unités d'exploitation régionales ont connu une croissance interne du carnet de commandes, l'unité Eau ayant même atteint une croissance interne du carnet de commandes de plus de 23 %. Le carnet de commandes représente environ 12 mois de travail.
- Le ratio dette nette/BAIIA ajusté se situait à 1,0x au 31 décembre 2023, ce qui est à l'intérieur de notre fourchette interne de 1,0x à 2,0x.
- Les flux de trésorerie d'exploitation ont augmenté de 79,0 %, passant de 304,3 M\$ à 544,7 M\$, ce qui reflète la solide performance opérationnelle et une gestion rigoureuse du fonds de roulement.
- Le délai de recouvrement des créances était de 77 jours au 31 décembre 2023, soit une réduction de quatre jours par rapport à ce qu'il était au 31 décembre 2022.
- Nous avons racheté 129 036 actions ordinaires pour un prix global de 10,0 M\$ dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRA »).
- Nous avons émis 3 108 450 actions ordinaires à partir de notre trésorerie par le biais d'un placement public, y compris 405 450 actions émises dans le cadre de l'exercice intégral de l'option de surallocation, au prix de 92,50 \$, pour un produit net de 277,8 M\$ après les frais d'émission d'actions. Nous avons affecté le produit net du placement au remboursement d'une partie de l'encours de la facilité de crédit renouvelable, créant ainsi une capacité supplémentaire pour financer de futures occasions d'acquisitions et des initiatives de croissance, ainsi que pour les besoins généraux de l'entreprise.
- Aux termes de notre stratégie de croissance, nous avons conclu les acquisitions suivantes après la clôture de l'exercice :
 - Le 8 janvier 2024, nous avons acquis ZETCON Engineering, une société d'ingénierie comptant 645 employés dont le siège social se trouve à Bochum, en Allemagne, et qui possède 13 bureaux couvrant toutes les grandes régions métropolitaines allemandes et un bureau en Autriche. ZETCON offre une solide plateforme de planification des infrastructures, d'inspection, de gestion de projet et de gestion de la construction.
 - Le 9 février 2024, nous avons acquis Morrison Hershfield, une société d'ingénierie et de gestion comptant 1 150 employés dont le siège social se trouve à Markham, en Ontario. Morrison Hershfield possède 22 bureaux en Amérique du Nord de même qu'un bureau en Inde. L'entreprise jouit d'une excellente réputation dans les secteurs du transport, des bâtiments et des services environnementaux.
- Le 28 février 2024, notre conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,21 \$ par action, payable le 15 avril 2024 aux actionnaires inscrits au 28 mars 2024, ce qui représente une augmentation de 7,7 %.

Faits saillants du quatrième trimestre de 2023

	Trimestres clos les 31 décembre			
	2023		2022	
	\$	% des produits des activités ordinaires nets	\$	% des produits des activités ordinaires nets
<i>(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)</i>				
Produits des activités ordinaires bruts	1 609,0	129,5 %	1 513,5	133,9 %
Produits des activités ordinaires nets	1 242,2	100,0 %	1 130,4	100,0 %
Charges salariales directes	572,6	46,1 %	509,9	45,1 %
Marge des projets	669,6	53,9 %	620,5	54,9 %
Charges administratives et de marketing	483,1	38,9 %	439,4	38,9 %
Amortissement des immobilisations corporelles	14,9	1,2 %	13,8	1,2 %
Amortissement des actifs loués	30,5	2,5 %	31,9	2,8 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	23,7	1,9 %	27,5	2,4 %
Charge d'intérêts et autres charges financières, montant net	22,3	1,8 %	20,6	1,8 %
Autres	(0,7)	(0,1) %	(10,5)	(1,0) %
Impôts sur le résultat	21,4	1,7 %	24,3	2,1 %
Résultat net	74,4	6,0 %	73,5	6,5 %
Résultat de base et dilué par action	0,66	n. s.	0,66	n. s.
BAIIA ajusté (note)	194,6	15,7 %	191,7	17,0 %
Résultat net ajusté (note)	91,4	7,4 %	91,1	8,1 %
Résultat dilué par action ajusté (note)	0,82	n. s.	0,82	n. s.
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,195	n. s.	0,180	n. s.

note : Le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté et le résultat dilué par action ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS (voir la rubrique « Définitions » du présent rapport de gestion).

n. s. = non significatif

Les résultats du quatrième trimestre représentent une solide performance. En effet, les produits des activités ordinaires nets ont affiché une forte croissance de 9,9 % et le résultat est demeuré stable, le résultat dilué par action s'établissant à 0,66 \$ et le résultat dilué par action ajusté à 0,82 \$.

- Les produits des activités ordinaires nets ont augmenté de 9,9 %, ou 111,8 M\$, pour s'établir à 1,2 G\$, stimulés par une croissance interne de 7,5 % et une croissance par acquisitions de 1,9 %. Pour le huitième trimestre consécutif, toutes nos unités d'exploitation régionales et commerciales ont enregistré une croissance interne, à l'exception de l'unité Énergie et ressources, qui a affiché une légère réduction interne de 1,2 % au quatrième trimestre. Les États-Unis, et les unités Eau et Services environnementaux ont enregistré une croissance interne d'au moins 10 %.
- La marge des projets a augmenté de 7,9 %, ou 49,1 M\$, et diminué de 100 points de base en pourcentage des produits des activités ordinaires nets, passant de 54,9 % à 53,9 % et demeurant conforme aux fourchettes attendues. La marge des projets plus élevée enregistrée au quatrième trimestre de 2022 s'explique en partie par des changements dans la composition des projets au sein de nos activités aux États-Unis.
- Le BAIIA ajusté a augmenté de 1,5 %, ou 2,9 M\$, pour s'établir à 194,6 M\$, et la marge s'est élevée à 15,7 %, comparativement à 17,0 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La réévaluation de notre RILT au quatrième trimestre de 2023, à la faveur principalement de la forte appréciation de l'action, a contribué au repli de la marge. Compte non tenu de la réévaluation, la marge du BAIIA ajusté a atteint 16,6 %.
- Le résultat net a augmenté de 1,2 %, ou 0,9 M\$, pour s'établir à 74,4 M\$, et le résultat dilué par action s'est établi à 0,66 \$.
- Le résultat net ajusté et le résultat dilué par action ajusté sont demeurés stables. Ils se sont établis à 91,4 M\$, ce qui représente 7,4 % des produits des activités ordinaires nets (8,1 % compte non tenu de la réévaluation du RILT), et à 0,82 \$ (0,90 \$ compte non tenu de la réévaluation du RILT), respectivement.

Rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Exercices clos les 31 décembre			Trimestres clos les 31 décembre	
	2023	2022	2021	2023	2022
Résultat net	331,2	247,0	200,7	74,4	73,5
Rajouter (déduire) :					
Impôt sur le résultat	96,0	78,1	62,3	21,4	24,3
Charge d'intérêts, montant net	91,0	64,0	37,9	22,9	17,5
Perte de valeur (reprise) nette des actifs loués et des immobilisations corporelles (note 1)	0,1	(2,9)	37,3	3,9	0,4
Dotation aux amortissements	283,6	283,5	221,8	69,1	73,2
(Profit) perte latent sur les titres de capitaux propres	(10,5)	18,0	(13,9)	(6,4)	(4,2)
Coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration (note 4)	39,6	41,8	27,7	9,3	12,6
Profit sur cession d'une immobilisation incorporelle	—	(5,6)	—	—	(5,6)
BALIA ajusté	831,0	723,9	573,8	194,6	191,7

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Exercices clos les 31 décembre			Trimestres clos les 31 décembre	
	2023	2022	2021	2023	2022
Résultat net	331,2	247,0	200,7	74,4	73,5
Rajouter (déduire) après impôt :					
Perte de valeur (reprise) nette des actifs loués et des immobilisations corporelles (note 1)	0,1	(2,2)	28,5	3,1	0,3
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (note 2)	52,6	61,1	30,2	10,9	15,3
(Profit) perte latent sur les titres de capitaux propres (note 3)	(8,1)	13,7	(10,6)	(4,9)	(3,2)
Coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration (note 4)	32,6	31,8	21,1	7,9	9,5
Profit sur cession d'une immobilisation incorporelle (note 5)	—	(4,3)	—	—	(4,3)
Résultat net ajusté	408,4	347,1	269,9	91,4	91,1
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – après dilution	111 228 491	111 069 776	111 616 665	112 039 745	110 915 844
Résultat par action ajusté – après dilution	3,67	3,13	2,42	0,82	0,82

Voir la rubrique « Définitions » du présent rapport de gestion pour notre analyse des mesures financières non conformes aux IFRS et des autres mesures financières utilisées et pour des rapprochements supplémentaires des mesures financières non conformes aux IFRS.

note 1 : La perte de valeur (reprise) nette des actifs loués et des immobilisations corporelles comprend des contrats déficitaires associés à la perte de valeur de (0,2) \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (2,6 \$ en 2022; 12,5 \$ en 2021) et de 0,7 \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2023 (2,2 \$ en 2022). Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, ce montant est présenté après impôt de néant ((0,7) \$ en 2022; 8,8 \$ en 2021). Pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, ce montant est présenté après impôt de 0,8 \$ (0,1 \$ en 2022).

note 2 : Le rajout de l'amortissement des immobilisations incorporelles se rapporte uniquement à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'acquisitions et exclut l'amortissement des logiciels achetés par Stantec. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, ce montant est présenté après impôt de 15,3 \$ (19,3 \$ en 2022; 9,4 \$ en 2021). Pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, ce montant est présenté après impôt de 3,2 \$ (5,1 \$ en 2022).

note 3 : Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, ce montant est présenté après impôt de (2,4) \$ (4,3 \$ en 2022; (3,3) \$ en 2021). Pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, ce montant est présenté après impôt de (1,5) \$ ((1,0) \$ en 2022).

note 4 : Le rajout de certains frais administratifs et de marketing et de la dépréciation se rapportait principalement aux dépenses d'acquisition et d'intégration liées aux coûts d'acquisitions et de restructuration. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, ce montant est présenté après impôt de 9,5 \$ (10,0 \$ en 2022; 6,6 \$ en 2021). Pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, ce montant est présenté après impôt de 2,3 \$ (3,1 \$ en 2022).

note 5 : Pour l'exercice et le trimestre clos le 31 décembre 2023, ce montant est présenté après impôt de néant ((1,3) \$ en 2022; néant en 2021).

Cibles financières

Dans notre rapport annuel de 2022, nous avons présenté nos objectifs annuels pour 2023 à la page M-9. En raison de notre solide rendement financier du premier semestre de l'exercice, nous avons révisé et rehaussé certaines cibles de nos orientations prospectives pour 2023 fournies dans nos rapports intermédiaires du deuxième trimestre et du troisième trimestre de 2023.

<i>(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)</i>	Fourchette annuelle 2023 – compte non tenu de la réévaluation du RILT	Résultats 2023 – compte non tenu de la réévaluation du RILT	Fourchette annuelle 2023 – compte tenu de la réévaluation du RILT (montants déclarés)	Résultats 2023 (montants déclarés)
Cibles				
Croissance des produits des activités ordinaires nets	de 12 % à 14 %	13,7 %	de 12 % à 14 %	13,7 %
BAIIA ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires nets (<i>note</i>)	de 16,7 % à 17,1 %	17,1 %	de 16,3 % à 16,7 %	16,4 %
Résultat net ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires nets (<i>note</i>)	plus de 8,2 %	8,6 %	plus de 7,8 %	8,1 %
Croissance du résultat dilué par action ajusté (<i>note</i>)	de 22 % à 25 %	24,9 %	de 17 % à 20 %	17,3 %
RCI ajusté (<i>note</i>)	plus de 11,5 %	12,0 %	plus de 11,0 %	11,4 %
Autres attentes				
Dette nette/BAIIA ajusté (<i>note</i>)	de 1,0x à 2,0x			1,0
Taux d'imposition effectif (sans transactions distinctes)	de 22 % à 23 %			22,5 %
	de 40 % à 45 % aux T1 et T4			42 %
Tendance des résultats	de 55 % à 60 % aux T2 et T3			58 %
Délai de recouvrement des créances (<i>note</i>)	80 jours ou moins			77

Nos cibles et orientations prospectives révisées supposent une valeur moyenne de 1,35 \$ pour le dollar américain, de 1,66 \$ pour la livre sterling et de 0,91 \$ pour le dollar australien.

note : Le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté, le résultat dilué par action ajusté et le RCI ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS, et le délai de recouvrement des créances est une mesure financière supplémentaire dont il est question à la rubrique « Définitions » du présent rapport de gestion.

Nous avons mis à jour notre fourchette annuelle pour 2023 le 9 novembre 2023 et avons continué à présenter la fourchette avec et sans l'incidence de la réévaluation de notre RILT, qui a été bonifié en 2023 en raison de la forte appréciation du cours de notre action. Comme nous l'avons indiqué précédemment, notre façon de faire habituelle consiste à supposer qu'il n'y a pas de changement dans le cours de notre action entre la date de clôture et la fin de l'exercice de prévision.

Les colonnes « Fourchette annuelle 2023 – compte non tenu de la réévaluation du RILT » et « Résultats 2023 – compte non tenu de la réévaluation du RILT » présentent nos cibles et nos résultats en supposant que le cours de notre action n'a pas changé de manière significative depuis le 31 décembre 2022. Nous estimons que cela permet une comparaison plus pertinente de notre performance par rapport à nos attentes.

La colonne « Fourchette annuelle 2023 – compte tenu de la réévaluation du RILT » présente nos cibles sur la base des montants déclarés et suppose qu'il n'y a pas eu de changement dans le cours de notre action du 30 septembre 2023 jusqu'à la clôture de l'exercice. La colonne « Résultats 2023 » présente les résultats déclarés et inclut l'incidence des dépenses au titre de la réévaluation du RILT, qui sont supérieures d'environ 10 M\$ au montant prévu dans nos cibles en raison de la hausse continue du cours de notre action tout au long du quatrième trimestre.

Nous avons atteint toutes nos cibles en 2023. Pour de plus amples renseignements concernant notre performance annuelle globale, se reporter à la rubrique « Rendement financier » du présent rapport de gestion.

Plans stratégiques

Plan stratégique de 2020

Nous sommes fiers d'avoir mené à bien notre plan stratégique de 2020, dans lequel nous avons établi les principales cibles financières suivantes :

1. Accroître les produits des activités ordinaires nets à un TCAC supérieur à 10 %.
2. Amener les marges du BAIIA ajusté à une fourchette de 16 % à 17 %.
3. Faire croître le résultat par action à un TCAC supérieur à 11 %.
4. Obtenir un rendement du capital investi supérieur à 10 %.

Nous avons atteint les cibles financières que nous nous étions fixées en 2020, à l'exception de la croissance du TCAC des produits des activités ordinaires nets. La pandémie a contribué à un ralentissement des activités d'acquisition et a freiné la croissance de la croissance composée de nos produits des activités ordinaires nets. Malgré l'interruption, nos produits des activités ordinaires nets ont augmenté de 37 % depuis 2019 (TCAC de 8,1 %), notre marge du BAIIA ajusté a été portée à 16,4 % (soit 17,1 % compte non tenu de l'incidence de la réévaluation du RILT en 2023), notre résultat par action ajusté s'est accru à un TCAC de 16 % et nous avons dégagé un RCI de 11,4 %.

Plan stratégique de 2024

Le 5 décembre 2023, nous avons annoncé notre nouveau plan stratégique pour la période de 2024 à 2026, ainsi que nos cibles financières triennales. Le plan est axé sur trois initiatives de croissance stratégiques : les solutions climatiques, les collectivités et infrastructures de demain, et les technologies d'avenir. Ces initiatives sont la pierre angulaire de nos attentes d'une croissance interne continue des produits des activités ordinaires. Nous avons par ailleurs réitéré notre engagement à réaliser une croissance par acquisitions stratégique et à hausser notre marge du BAIIA et de nos résultats grâce à l'exécution de projets et à l'efficacité opérationnelle.

Perspectives

Nous augmentons nos objectifs de croissance des produits des activités ordinaires nets et du résultat dilué par action ajusté et confirmons les autres cibles et attentes incluses dans nos prévisions pour 2024 publiées le 5 décembre 2023 avec le lancement de notre plan stratégique 2024-2026. Ces cibles incluent désormais l'acquisition de Morrison Hershfield, tel qu'il est décrit à la page M-6.

Fourchette annuelle 2024	
Cibles	
Croissance des produits des activités ordinaires nets (<i>note 1</i>)	de 11 % à 15 %
BAIIA ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires nets (<i>note 2</i>)	de 16,2 % à 17,2 %
Résultat net ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires nets (<i>note 2</i>)	plus de 8 %
Croissance du résultat dilué par action ajusté (<i>notes 1 et 2</i>)	de 12 % à 16 %
RCI ajusté (<i>note 2</i>)	plus de 11 %
Autres attentes	
Taux d'imposition effectif (sans transactions distinctes)	de 22,0 % à 23,0 %
Tendance des résultats	40-45 % aux T1 et T4 55-60 % aux T2 et T3
Dépenses en immobilisations en pourcentage des produits des activités ordinaires nets	de 1,75 % à 2,25 %
Dette nette/BAIIA ajusté (<i>note 2</i>)	de 1,0x à 2,0x
Délai de recouvrement des créances (<i>note 2</i>)	80 ou moins

Lors de l'établissement de nos cibles et de nos orientations, nous avons supposé une valeur moyenne pour le dollar américain de 1,35 \$, pour la livre sterling de 1,70 \$ et pour le dollar australien de 0,90 \$. Pour toutes les autres hypothèses sous-jacentes, voir la page M-48.

note 1 : Les prévisions pour 2024 publiées le 5 décembre 2023 prévoyaient initialement une croissance des produits des activités ordinaires nets de l'ordre de 7 % à 12 % et une croissance du résultat dilué par action ajusté dans une fourchette de 11 % à 16 %.

note 2 : Le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté, le résultat dilué par action ajusté, le RCI ajusté et le ratio dette nette/BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS, et le délai de recouvrement des créances est une mesure financière supplémentaire dont il est question à la rubrique « Définitions » du présent rapport de gestion.

Nous prévoyons maintenant que les produits des activités ordinaires nets afficheront une augmentation de l'ordre de 11 % à 15 % en 2024. Stantec continue de constater des niveaux d'activité élevés dans toutes les régions. Nous confirmons nos attentes d'une croissance interne des produits des activités ordinaires nets dans la partie moyenne à élevée de la fourchette à un chiffre, avec une croissance dans la partie moyenne à élevée de la fourchette à un chiffre aux États-Unis et dans les Activités mondiales et dans la partie moyenne de la fourchette à un chiffre au Canada. Nous prévoyons désormais une croissance par acquisitions des produits des activités ordinaires nets dans la partie moyenne de la fourchette à un chiffre du fait des acquisitions de ZETCON, de Morrison Hershfield et d'ESD.

Nous prévoyons toujours que la marge du BAIIA ajusté se situera dans une fourchette de 16,2 % à 17,2 %, ce qui reflète la gestion toujours disciplinée des charges administratives et de marketing afin de soutenir l'efficacité opérationnelle. La marge du BAIIA ajusté au premier trimestre et au quatrième trimestre de 2024 devrait se situer près ou en deçà de la limite inférieure de cette fourchette en raison des effets additionnels des facteurs saisonniers habituels dans l'hémisphère nord. Nous prévoyons passer à l'extrémité supérieure de la fourchette au deuxième trimestre et au troisième trimestre de 2024, périodes où nous affichons habituellement une plus forte croissance interne des produits des activités ordinaires nets et une utilisation accrue dans nos activités.

Nous nous attendons toujours à ce que la marge du résultat net ajusté soit supérieure à 8,0 %, et nous nous attendons maintenant à ce que la croissance du résultat dilué par action ajusté soit de l'ordre de 12 % à 16 %. Nous nous attendons donc toujours à ce que le RCI soit supérieur à 11 %.

Les cibles ci-dessus ne tiennent pas compte des hypothèses relatives aux acquisitions supplémentaires étant donné que le volume et le moment de ces acquisitions ne peuvent être connus d'avance, et en raison de l'incidence des fluctuations du cours de l'action après le 31 décembre 2023 et des composantes du rendement total pour les actionnaires sur nos programmes de rémunération à base d'actions.

Rendement financier

Les rubriques qui suivent présentent les facteurs qui ont eu une incidence sur nos résultats d'exploitation en 2023.

Produits des activités ordinaires bruts et nets

Dans le cadre des services professionnels que nous fournissons, nous engageons certains coûts directs pour les sous-conseillers, l'équipement et d'autres dépenses qui sont recouvrables directement auprès de nos clients. Les produits des activités ordinaires associés à ces coûts directs sont inclus dans les produits des activités ordinaires bruts. Étant donné que ces coûts directs et les produits des activités ordinaires connexes peuvent varier considérablement d'un contrat à l'autre, les variations des produits des activités ordinaires bruts peuvent ne pas être représentatives des tendances de nos produits des activités ordinaires. Par conséquent, nous présentons également les produits des activités ordinaires nets (soit les produits des activités ordinaires bruts moins les charges liées aux sous-conseillers et autres charges directes) et analysons les résultats en fonction des produits des activités ordinaires nets plutôt que des produits des activités ordinaires bruts.

Nous générons plus de 75 % de nos produits des activités ordinaires bruts en monnaies étrangères, principalement en dollars américains (« \$ US »), en livres sterling (« £ ») et en dollars australiens (« \$ AU »). Les fluctuations de ces devises ont eu une incidence positive de 100,6 M\$ sur nos produits des activités ordinaires nets en 2023 par rapport à 2022, comme il est décrit plus en détail ci-dessous :

- Le cours du dollar américain s'est établi en moyenne à 1,30 \$ en 2022 et à 1,35 \$ en 2023, ce qui représente une augmentation de 3,8 %. Le raffermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien a eu une incidence positive sur les produits des activités ordinaires bruts et nets.
- Le cours de la livre sterling s'est établi en moyenne à 1,61 \$ en 2022 et à 1,68 \$ en 2023, soit une hausse de 4,3 %. L'appréciation de la livre sterling par rapport au dollar canadien a eu une incidence positive sur les produits des activités ordinaires bruts et nets.
- Le cours du dollar australien s'est établi en moyenne à 0,90 \$ en 2022 et 2023, demeurant stable et ayant une incidence limitée sur les produits des activités ordinaires bruts et nets.

Les fluctuations des autres devises n'ont pas eu d'incidence importante sur nos produits des activités ordinaires bruts et nets en 2023 par rapport à 2022.

Les produits des activités ordinaires gagnés par les sociétés acquises au cours des 12 premiers mois suivant une acquisition sont présentés à titre de produits des activités ordinaires provenant des acquisitions et, par la suite, à titre de produits internes.

Produits des activités ordinaires bruts par secteur à présenter

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2023	2022	Variation totale	Variation attribuable aux acquisitions	Variation attribuable au change	Variation attribuable à la croissance interne	% de la croissance interne
Canada	1 426,5	1 337,0	89,5	—	s. o.	89,5	6,7 %
États-Unis	3 634,5	3 056,6	577,9	83,1	110,6	384,2	12,6 %
Activités mondiales	1 418,6	1 283,6	135,0	12,3	23,0	99,7	7,8 %
Total	6 479,6	5 677,2	802,4	95,4	133,6	573,4	
Croissance en pourcentage			14,1 %	1,7 %	2,3 %	10,1 %	

Produits des activités ordinaires nets par secteur à présenter

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2023	2022	Variation totale	Variation attribuable aux acquisitions	Variation attribuable au change	Variation attribuable à la croissance interne	% de la croissance interne
Canada	1 246,3	1 150,8	95,5	—	s. o.	95,5	8,3 %
États-Unis	2 684,1	2 266,6	417,5	53,8	83,8	279,9	12,3 %
Activités mondiales	1 135,8	1 039,8	96,0	11,9	16,8	67,3	6,5 %
Total	5 066,2	4 457,2	609,0	65,7	100,6	442,7	
Croissance en pourcentage			13,7 %	1,5 %	2,3 %	9,9 %	

Produits des activités ordinaires bruts par unité d'exploitation commerciale

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2023	2022	Variation totale	Variation attribuable aux acquisitions	Variation attribuable au change	Variation attribuable à la croissance interne	% de la croissance interne
Infrastructure	1 723,7	1 597,6	126,1	12,3	35,6	78,2	4,9 %
Eau	1 368,9	1 137,2	231,7	—	37,4	194,3	17,1 %
Services environnementaux	1 410,6	1 250,9	159,7	—	31,3	128,4	10,3 %
Bâtiments	1 232,6	1 027,7	204,9	83,1	19,6	102,2	9,9 %
Énergie et ressources	743,8	663,8	80,0	—	9,7	70,3	10,6 %
Total	6 479,6	5 677,2	802,4	95,4	133,6	573,4	
Croissance en pourcentage			14,1 %	1,7 %	2,3 %	10,1 %	

Produits des activités ordinaires nets par unité d'exploitation commerciale

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2023	2022	Variation totale	Variation attribuable aux acquisitions	Variation attribuable au change	Variation attribuable à la croissance interne	% de la croissance interne
Infrastructure	1 379,4	1 275,0	104,4	11,9	27,5	65,0	5,1 %
Eau	1 073,2	873,5	199,7	—	27,1	172,6	19,8 %
Services environnementaux	1 028,0	901,3	126,7	—	23,5	103,2	11,5 %
Bâtiments	946,0	817,9	128,1	53,8	14,6	59,7	7,3 %
Énergie et ressources	639,6	589,5	50,1	—	7,9	42,2	7,2 %
Total	5 066,2	4 457,2	609,0	65,7	100,6	442,7	
Croissance en pourcentage			13,7 %	1,5 %	2,3 %	9,9 %	

Toutes nos unités d'exploitation régionales et commerciales ont affiché une solide croissance et nous avons enregistré une hausse de 13,7 % des produits des activités ordinaires nets en 2023 par rapport à 2022. Les dépenses dans les infrastructures publiques et les investissements privés demeurent nos principaux moteurs de croissance tout comme l'augmentation du nombre de projets liés à la sécurité de l'eau, au transport et à la transition énergétique. Parmi les autres moteurs importants, citons les défis qui accompagnent le développement durable, l'urgence de lutter contre les changements climatiques ainsi que la relocalisation de la production nationale pour renforcer la résilience et la sécurité de la chaîne d'approvisionnement locale. Les investissements dans les villes intelligentes, la construction et la conception d'installations qui répondent aux besoins des marchés de l'urbanisme, de la santé, du logement et du secteur industriel demeurent également des moteurs de croissance.

Le ratio des produits des activités ordinaires bruts par rapport aux produits des activités ordinaires nets s'est établi à 1,28, demeurant dans notre fourchette prévue de 1,25 à 1,30.

Canada

Nos activités canadiennes ont dégagé une croissance interne des produits des activités ordinaires nets de 8,3 %, les dépenses des secteurs public et privé étant demeurées robustes et ayant contribué à une croissance de plus de 10 % pour les unités Services environnementaux, Infrastructure et Eau. Dans notre unité Services environnementaux, la demande de notre expertise est demeurée forte dans le domaine de la délivrance de permis et de travaux archéologiques pour accompagner la réalisation de projets liés à des services intermédiaires dans le secteur de l'énergie et du transport. Nous avons également connu une augmentation des activités d'étude d'impact environnemental dans le secteur de l'énergie renouvelable. Les grands projets de ponts et de routes ont entraîné une forte croissance dans l'unité Infrastructure et les projets de traitement des eaux usées ont contribué à une forte croissance interne dans l'unité Eau.

États-Unis

Les produits des activités ordinaires nets se sont accrus de 18,4 %, ce qui reflète la forte croissance interne soutenue, l'incidence favorable des taux de change et la croissance par acquisitions. Nos activités américaines ont généré une croissance interne à deux chiffres principalement attribuable aux unités Eau, Bâtiments et Énergie et ressources. Notre équipe Eau a mis à profit les demandes du secteur public et des projets industriels à travers les États-Unis et a poursuivi son travail sur des projets de sécurité de l'eau à grande échelle dans l'ouest des États-Unis. La croissance de notre unité Bâtiments de premier plan a été stimulée par les investissements solides dans la plupart des sous-secteurs, en particulier la santé, le secteur industriel, l'urbanisme ainsi que les sciences et technologies. L'unité Énergie et ressources a bénéficié de l'accélération des activités liées à des projets de reprise après ouragan et de modernisation du réseau électrique à Porto Rico. L'accélération des projets dans notre unité Infrastructure a généré une solide croissance interne, notamment sur les projets de transport collectif et ferroviaire dans l'ouest des États-Unis et les travaux routiers dans l'est des États-Unis.

Activités mondiales

Pour nos activités mondiales, les produits des activités ordinaires nets ont augmenté de 9,2 %, ce qui s'explique par la croissance interne et la croissance par acquisitions des produits des activités ordinaires nets ainsi que par l'incidence positive du change. La dynamique de 2022 s'est poursuivie en 2023 et a contribué à une croissance interne de plus de 10 % des produits des activités ordinaires nets dans les unités Eau et Énergie et ressources. Notre unité Eau, leader du secteur, a continué d'enregistrer une solide croissance interne au Royaume-Uni, en Australie et en Nouvelle-Zélande grâce à nos accords-cadres à long terme et aux investissements du secteur public dans les infrastructures hydrauliques. L'unité Énergie et ressources a enregistré une croissance interne robuste grâce à l'accélération d'un important projet de stockage d'énergie au Royaume-Uni, ainsi qu'à l'impératif croissant de solutions de transition énergétique qui ont continué de stimuler la demande dans l'exploitation minière du cuivre et d'autres métaux.

Carnet de commandes

Le « carnet de commandes » s'entend du total de la valeur de tous les contrats qui ont été octroyés, moins la valeur totale des travaux exécutés sur ces contrats à la date de clôture. Notre carnet de commandes correspond à nos obligations de prestation restantes qui ne sont pas remplies (ou qui sont partiellement remplies) à la fin de la période, selon les normes IFRS de comptabilité.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	31 déc. 2023	31 déc. 2022	Variation totale	Variation attribuable aux acquisitions	Variation attribuable au change	Variation attribuable à la croissance interne	% de la croissance interne
Canada	1 342,6	1 249,2	93,4	—	s. o.	93,4	7,5 %
États-Unis	3 950,8	3 715,9	234,9	238,0	(80,1)	77,0	2,1 %
Activités mondiales	1 012,5	936,6	75,9	—	(23,7)	99,6	10,6 %
Total	6 305,9	5 901,7	404,2	238,0	(103,8)	270,0	
Croissance (réduction) en pourcentage			6,8 %	4,0 %	(1,8) %	4,6 %	

La valeur de notre carnet de commandes s'élevait à 6,3 G\$ au 31 décembre 2023, affichant une croissance interne de 4,6 %, ou 270,0 M\$, et représentant environ 12 mois de travail, comme c'était le cas en 2022. L'augmentation du carnet de commandes a été stimulée par la croissance interne de toutes nos unités régionales ainsi que, notamment, les unités Eau et Bâtiments.

Attribution de grands projets

Le carnet de commandes s'est accru de 404 M\$ depuis le 31 décembre 2022, ce qui confirme nos perspectives positives pour un cycle de croissance pluriannuelle solide, soutenues par les dépenses publiques en infrastructures et les investissements privés. Notre travail sur les projets continue de s'étendre au fil de l'accroissement de la demande de solutions liées à la résilience des infrastructures, à la sécurité de l'eau, aux changements climatiques, à la transition énergétique et à la production nationale.

Dans la région métropolitaine de Vancouver, en Colombie-Britannique, notre équipe Eau a été sélectionnée pour des services de conception technique et de gestion de projet dans le cadre du projet d'usine de traitement des eaux usées de North Shore. Dans l'Ouest canadien, nous avons remporté plusieurs projets d'énergie renouvelable qui augmenteront la production d'électricité et soutiendront les efforts de décarbonisation. Notre capacité à intégrer et à vendre des services croisés nous a permis de remporter deux importants projets industriels multidisciplinaires. Nos équipes Infrastructure, Bâtiments et Énergie et ressources collaboreront pour fournir des services de conception et d'ingénierie pour une usine de fabrication de cellules de batteries lithium-ion d'une valeur de 1 G\$ en Colombie-Britannique et pour la nouvelle usine d'autobus à émissions nulles de Durham Region Transit en Ontario.

Les projets remportés aux États-Unis couvrent de nombreux marchés finaux. Nous assurerons les services de conception finale pour le train à grande vitesse de la Californie, un projet financé par l'IJIA qui reliera Merced à Madera. Nous avons été désignés comme consultant unique pour les programmes d'expansion des infrastructures aéroportuaires et des terminaux d'aviation de l'aéroport Cyril E. King et de l'aéroport Henry E. Rohlsen dans les îles Vierges américaines. Notre équipe Eau s'est vu confier de nombreux projets dans le domaine de l'eau et des eaux usées à travers les États-Unis, notamment la station de pompage d'assèchement du tunnel Southerly à Cleveland, en Ohio. Ce projet fait partie du Project Clean Lake du Northeast Ohio Regional Sewer District, un programme conçu pour réduire la pollution du lac Érié. Notre équipe Bâtiments a été sélectionnée pour fournir des services-conseils ainsi que des services de conception, de mécanique et d'électricité pour des projets de construction et de rénovation dans le domaine de la santé.

Nos Activités mondiales ont enregistré une croissance à deux chiffres, avec un carnet de commandes bien rempli dans les unités Eau et Bâtiments. Par l'intermédiaire de notre coentreprise Esh-Stantec, nous avons été désignés pour le lot A de l'accord-cadre d'infrastructure AMP8 de Northumbrian Water, d'une durée de 12 ans. Nous avons également été sélectionnés pour trois projets de traitement des eaux usées à Taiwan. Notre équipe Bâtiments a été sélectionnée pour concevoir un centre de soins de santé intégrés contre le cancer de calibre mondial à Dubaï. Parmi les autres contrats obtenus, citons des contrats de l'unité Services environnementaux pour des centrales éoliennes, solaires et de stockage en Europe, ainsi que plusieurs projets miniers en Amérique du Sud.

Marge des projets

La marge des projets correspond aux produits des activités ordinaires nets moins les charges salariales directes. Les charges salariales directes comprennent les salaires et les avantages sociaux connexes pour les heures de main-d'œuvre directement liées à la réalisation des projets. Les coûts de main-d'œuvre et les avantages sociaux connexes pour les heures de travail qui ne sont pas directement associées à la réalisation des projets sont inclus dans les charges administratives et de marketing.

En règle générale, les fluctuations de la marge des projets sont fonction de la combinaison particulière de projets en cours et de l'exécution des projets. Ces fluctuations reflètent notre modèle d'affaires, qui repose sur la prestation de services dans divers lieux géographiques et diverses unités d'exploitation et à toutes les étapes du cycle de vie des projets d'infrastructures et d'installations.

Marge des projets par secteur à présenter

	2023			2022		
	% des produits des activités			% des produits des activités		
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	\$ ordinaires nets			\$ ordinaires nets		
Canada	667,4	53,6	%	611,0	53,1	%
États-Unis	1 475,1	55,0	%	1 254,1	55,3	%
Activités mondiales	602,2	53,0	%	552,2	53,1	%
Total	2 744,7	54,2	%	2 417,3	54,2	%

Marge des projets par unité d'exploitation commerciale

	2023			2022		
	% des produits des activités \$ ordinaires nets			% des produits des activités \$ ordinaires nets		
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)						
Infrastructure	740,4	53,7	%	690,3	54,1	%
Eau	582,0	54,2	%	474,8	54,4	%
Services environnementaux	580,4	56,5	%	512,1	56,8	%
Bâtiments	505,0	53,4	%	441,0	53,9	%
Énergie et ressources	336,9	52,7	%	299,1	50,7	%
Total	2 744,7	54,2	%	2 417,3	54,2	%

La marge des projets a augmenté de 327,4 M\$, ou 13,5 %, alors qu'elle est demeurée stable, à 54,2 %, en pourcentage des produits des activités ordinaires nets. L'augmentation des produits des activités ordinaires nets stimulée par les importants investissements du secteur public et du secteur privé explique l'augmentation de la marge des projets. En pourcentage des produits des activités ordinaires nets, la marge des projets est demeurée conforme à nos attentes grâce à la grande rigueur de notre réalisation de projets, à notre capacité d'augmenter les tarifs pour certains projets afin d'atténuer les répercussions des hausses salariales et à notre sélectivité accrue dans le choix des projets à réaliser.

Au Canada, la marge des projets a progressé de 56,4 M\$ pour atteindre 667,4 M\$, alors qu'en pourcentage des produits des activités ordinaires nets, elle a augmenté de 50 points de base, en raison principalement du volume important de travaux archéologiques à forte marge dans l'unité Services environnementaux et du bon rendement des projets, en particulier dans l'unité Énergie et ressources. De plus, certains recouvrements de projets et certaines approbations d'ordre de changement dans l'unité Infrastructure ont contribué à l'augmentation de la marge des projets.

La marge des projets aux États-Unis a augmenté de 221,0 M\$ et, exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires nets, elle a diminué de 30 points de base pour atteindre 55,0 %. La marge des projets en pourcentage des produits des activités ordinaires nets est demeurée conforme aux attentes, affichant une légère baisse attribuable à la composition des projets dans nos unités d'exploitation commerciales.

La marge des projets de nos Activités mondiales s'est accrue de 50,0 M\$ pour atteindre 602,2 M\$ et est demeurée stable en pourcentage des produits des activités ordinaires nets en raison d'une solide exécution des projets, notamment dans les unités Eau et Énergie et ressources.

Charges administratives et de marketing

Les charges administratives et de marketing fluctuent d'un exercice à l'autre en raison du nombre d'employés affectés au travail de marketing et d'administration, qui fluctue selon la composition des projets en cours pendant la période, le développement des affaires et les activités d'intégration des acquisitions. Dans les mois qui suivent la réalisation d'une acquisition, le temps consacré par le personnel à l'administration et au marketing est généralement plus élevé en raison des activités d'intégration, y compris l'orientation du personnel de l'entité nouvellement acquise. Les charges administratives et de marketing engagées dans le cadre de nos activités sont généralement plus élevées au premier trimestre et au quatrième trimestre en raison de la période des Fêtes et des conditions météorologiques saisonnières dans l'hémisphère nord, qui entraînent, à leur tour, une baisse de l'utilisation du personnel.

Les charges administratives et de marketing se sont élevées à 1 945,8 M\$ en 2023, contre 1 742,5 M\$ en 2022, et ont diminué en pourcentage des produits des activités ordinaires nets pour s'établir à 38,4 %, par rapport à 39,1 %. La baisse traduit notre utilisation plus élevée et notre gestion opérationnelle rigoureuse, qui ont entraîné une réduction des charges administratives et de marketing en pourcentage des produits des activités ordinaires nets. La baisse des provisions pour sinistres estimatifs a également contribué à la diminution. Ces baisses ont été en partie contrebalancées par la hausse des charges de rémunération à base d'actions, qui comprennent l'incidence de la réévaluation de notre RILT (34,1 M\$, ou 70 points de base en pourcentage des produits des activités ordinaires nets).

Charges d'intérêts nettes et autres charges financières nettes

Le montant net des charges d'intérêts et autres charges financières a augmenté de 19,8 M\$ en 2023 par rapport à 2022. Cette augmentation s'explique principalement par des taux d'intérêt plus élevés ayant une incidence sur nos facilités de crédit et d'emprunt à terme.

Autres produits

Les autres produits se sont établis à 4,9 M\$ en 2023, comparativement à 7,0 M\$ en 2022. Les autres produits comprennent un profit net de 11,1 M\$ provenant de nos placements détenus au titre des passifs d'autoassurance en 2023, contre une perte nette de 2,4 M\$ en 2022. Les résultats de l'exercice précédent tiennent également compte d'un profit de 5,6 M\$ à la cession d'une immobilisation incorporelle et d'une reprise de perte de valeur nette hors trésorerie de 5,5 M\$ au titre d'actifs loués et d'immobilisations corporelles.

Impôt sur le résultat

Notre taux d'imposition effectif a été ramené de 24,0 % en 2022 à 22,5 % en 2023, ce qui est conforme à nos prévisions, alors que nous avons profité de la stratégie fiscale que nous avons mise en œuvre et d'économies d'impôt supplémentaires.

Résultats du quatrième trimestre

Les rubriques qui suivent présentent les facteurs spécifiques qui ont eu une incidence sur les résultats d'exploitation au quatrième trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022.

Produits des activités ordinaires bruts et nets

Produits des activités ordinaires bruts par secteur à présenter

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T4 2023	T4 2022	Variation totale	Variation attribuable aux acquisitions	Variation attribuable au change	Variation attribuable à la croissance (réduction) interne	% de la croissance (réduction) interne
Canada	357,6	357,3	0,3	—	s. o.	0,3	0,1 %
États-Unis	902,3	822,1	80,2	31,4	2,3	46,5	5,7 %
Activités mondiales	349,1	334,1	15,0	—	4,1	10,9	3,3 %
Total	1 609,0	1 513,5	95,5	31,4	6,4	57,7	
Croissance en pourcentage			6,3 %	2,1 %	0,4 %	3,8 %	

Produits des activités ordinaires nets par secteur à présenter

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T4 2023	T4 2022	Variation totale	Variation attribuable aux acquisitions	Variation attribuable au change	Variation attribuable à la croissance (réduction) interne	% de la croissance (réduction) interne
Canada	307,1	291,1	16,0	—	s. o.	16,0	5,5 %
États-Unis	662,1	577,9	84,2	21,3	1,9	61,0	10,6 %
Activités mondiales	273,0	261,4	11,6	—	3,3	8,3	3,2 %
Total	1 242,2	1 130,4	111,8	21,3	5,2	85,3	
Croissance en pourcentage			9,9 %	1,9 %	0,5 %	7,5 %	

Produits des activités ordinaires bruts par unité d'exploitation commerciale

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T4 2023	T4 2022	Variation totale	Variation attribuable aux acquisitions	Variation attribuable au change	Variation attribuable à la croissance (réduction) interne	% de la croissance (réduction) interne
Infrastructure	419,7	421,8	(2,1)	—	2,3	(4,4)	(1,0) %
Eau	343,7	289,8	53,9	—	3,1	50,8	17,5 %
Services environnementaux	357,6	341,5	16,1	—	1,9	14,2	4,2 %
Bâtiments	308,1	277,8	30,3	31,4	0,5	(1,6)	(0,6) %
Énergie et ressources	179,9	182,6	(2,7)	—	(1,4)	(1,3)	(0,7) %
Total	1 609,0	1 513,5	95,5	31,4	6,4	57,7	
Croissance en pourcentage			6,3 %	2,1 %	0,4 %	3,8 %	

Produits des activités ordinaires nets par unité d'exploitation commerciale

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T4 2023	T4 2022	Variation totale	Variation attribuable aux acquisitions	Variation attribuable au change	Variation attribuable à la croissance (réduction) interne	% de la croissance (réduction) interne
Infrastructure	336,5	324,8	11,7	—	2,1	9,6	3,0 %
Eau	265,9	218,3	47,6	—	2,2	45,4	20,8 %
Services environnementaux	254,3	225,3	29,0	—	1,5	27,5	12,2 %
Bâtiments	234,7	208,1	26,6	21,3	0,6	4,7	2,3 %
Énergie et ressources	150,8	153,9	(3,1)	—	(1,2)	(1,9)	(1,2) %
Total	1 242,2	1 130,4	111,8	21,3	5,2	85,3	
Croissance en pourcentage			9,9 %	1,9 %	0,5 %	7,5 %	

Les produits des activités ordinaires nets ont augmenté de 9,9 % au quatrième trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022, stimulés par la croissance interne et la croissance par acquisitions ainsi que par l'incidence positive du change.

Les produits des activités ordinaires nets provenant de nos activités au Canada ont affiché une croissance interne de 5,5 % au quatrième trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022, attribuable à une croissance interne à deux chiffres dans les unités Services environnementaux, Infrastructure et Eau, neutralisée en partie par une légère réduction dans l'unité Énergie et ressources qui s'explique par la fin de plusieurs projets d'envergure au quatrième trimestre de 2023.

Les produits des activités ordinaires nets provenant de nos activités aux États-Unis ont progressé de 14,6 % au quatrième trimestre de 2023 en regard du quatrième trimestre de 2022 en raison d'une croissance interne à deux chiffres découlant principalement de la croissance interne élevée dans les unités Infrastructure, Eau et Bâtiment.

La croissance des produits des activités ordinaires nets de nos Activités mondiales s'est établie à 4,4 % au quatrième trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022, essentiellement du fait de la croissance interne enregistrée dans les unités Eau et Énergie et ressources.

Marge des projets

Marge des projets par secteur à présenter

	T4 2023		T4 2022	
	% des produits des activités ordinaires nets		% des produits des activités ordinaires nets	
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	\$		\$	
Canada	163,8	53,3 %	155,3	53,3 %
États-Unis	361,6	54,6 %	328,2	56,8 %
Activités mondiales	144,2	52,8 %	137,0	52,4 %
Total	669,6	53,9 %	620,5	54,9 %

Marge des projets par unité d'exploitation commerciale

	T4 2023		T4 2022	
	% des produits des activités ordinaires nets		% des produits des activités ordinaires nets	
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	\$		\$	
Infrastructure	179,9	53,5 %	179,6	55,3 %
Eau	144,3	54,3 %	115,8	53,0 %
Services environnementaux	145,4	57,2 %	130,9	58,1 %
Bâtiments	120,9	51,5 %	113,7	54,6 %
Énergie et ressources	79,1	52,5 %	80,5	52,3 %
Total	669,6	53,9 %	620,5	54,9 %

Pour le trimestre, la marge des projets a augmenté de 49,1 M\$ et diminué de 100 points de base en pourcentage des produits des activités ordinaires nets.

Dans l'ensemble, la marge des projets a augmenté en raison de la hausse des produits des activités ordinaires nets découlant de la croissance interne et de la croissance par acquisitions. Une solide exécution des projets et une composition favorable de projets ont généré des marges soutenues en pourcentage des produits des activités ordinaires nets au Canada et dans les Activités mondiales. Aux États-Unis, la marge en pourcentage des produits des activités ordinaires nets a été conforme aux attentes et a été plus élevée au quatrième trimestre de 2022, surtout en raison d'une combinaison favorable de projets et de certains recouvrements, en particulier dans les unités Eau et Bâtiments.

Autres

Les charges administratives et de marketing se sont établies à 483,1 M\$ au quatrième trimestre de 2023 par rapport à 439,4 M\$ au quatrième trimestre de 2022. En pourcentage des produits des activités ordinaires nets, elles sont demeurées constantes d'un trimestre à l'autre, s'établissant à 38,9 % (37,9 % compte non tenu de l'incidence de la réévaluation du RILT au quatrième trimestre de 2023). Le montant net des charges d'intérêts et autres charges financières a augmenté, surtout en raison de la hausse des taux d'intérêt. Les autres produits ont diminué en raison d'un profit réalisé au quatrième trimestre de 2022 sur la cession d'une immobilisation incorporelle, annulé en partie par un profit latent sur les placements détenus au titre des passifs d'autoassurance au quatrième trimestre de 2023.

Notre taux d'imposition effectif a été de 22,3 % au quatrième trimestre de 2023, par rapport à 24,8 % au quatrième trimestre de 2022. Le taux du quatrième trimestre de 2023 correspond à notre taux d'imposition effectif annuel de 22,5 %.

Tendances trimestrielles

Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats d'exploitation trimestriels pour les deux derniers exercices :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2023				2022			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires bruts	1 609,0	1 693,2	1 638,2	1 539,2	1 513,5	1 473,2	1 376,6	1 313,9
Produits des activités ordinaires nets	1 242,2	1 316,8	1 278,7	1 228,5	1 130,4	1 160,0	1 116,7	1 050,1
Résultat net	74,4	103,9	88,0	64,9	73,5	68,0	60,7	44,8
Résultat dilué par action	0,66	0,94	0,79	0,59	0,66	0,61	0,55	0,40
Résultat net ajusté (note)	91,4	126,7	109,4	80,9	91,1	95,0	92,6	68,4
Résultat dilué par action ajusté (note)	0,82	1,14	0,99	0,73	0,82	0,86	0,83	0,61

Le résultat net ajusté et le résultat dilué par action ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS et sont analysés plus en détail à la rubrique « Définitions » du présent rapport de gestion.

Le résultat par action et le résultat dilué par action ajusté trimestriels ne s'additionnent pas et peuvent ne pas correspondre au résultat dilué par action annuel déclaré. Cela est dû à l'incidence des actions émises sur le nombre moyen pondéré d'actions. Le résultat dilué par action et le résultat dilué par action ajusté trimestriels et annuels sont également influencés par la variation du cours de nos actions, puisque nous n'incluons pas les options sur actions dilutives lorsque le prix d'exercice de l'option n'est pas dans le cours.

Le tableau ci-après compare les trimestres et présente l'incidence de la croissance interne et de la croissance par acquisitions ainsi que l'effet du change sur les produits des activités ordinaires nets :

(en millions de dollars canadiens)	T4 2023	T3 2023	T2 2023	T1 2023
	c.	c.	c.	c.
	T4 2022	T3 2022	T2 2022	T1 2022
Augmentation des produits des activités ordinaires nets				
Croissance interne	85,3	104,3	125,2	127,9
Croissance par acquisitions	21,3	26,9	3,1	14,4
Incidence des taux de change sur les produits gagnés par les filiales étrangères	5,2	25,6	33,7	36,1
Augmentation totale des produits des activités ordinaires nets	111,8	156,8	162,0	178,4

Nos résultats d'exploitation varient d'un trimestre à l'autre en raison de la nature des secteurs d'activité et des emplacements géographiques dans lesquels nous exerçons nos activités. Au premier trimestre et au quatrième trimestre, nous observons des ralentissements liés aux conditions météorologiques hivernales et aux calendriers des Fêtes. L'augmentation des produits des activités ordinaires nets pour chacun des trimestres de 2023 en regard des périodes correspondantes de 2022 reflète la croissance interne, la croissance par acquisitions découlant des produits des activités ordinaires des acquisitions réalisées au cours des 12 derniers mois et l'incidence nette favorable du change. (Voir les informations supplémentaires sur les résultats d'exploitation dans notre rapport de gestion pour chaque trimestre respectif.)

États de la situation financière

Le tableau qui suit présente les principaux changements survenus dans nos actifs, nos passifs et nos capitaux propres entre le 31 décembre 2022 et le 31 décembre 2023.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Total des actifs courants	2 272,5	1 937,8
Immobilisations corporelles	267,5	250,7
Actifs loués	442,9	470,4
Goodwill	2 384,0	2 346,4
Immobilisations incorporelles	265,7	320,4
Actif net au titre des prestations définies au profit du personnel	72,3	57,4
Actifs d'impôt différé	92,6	45,2
Autres actifs	279,2	224,6
Total de l'actif	6 076,7	5 652,9
Partie courante des obligations locatives	101,3	99,0
Partie courante de la dette à long terme	146,7	52,2
Partie courante des provisions	51,7	48,1
Tous les autres passifs courants	1 316,0	1 210,7
Total des passifs courants	1 615,7	1 410,0
Obligations locatives	477,8	522,4
Dette à long terme	982,3	1 183,6
Provisions	134,8	149,7
Passif net au titre des prestations définies au profit du personnel	29,5	32,3
Passifs d'impôt différé	24,4	28,2
Autres passifs	55,6	40,7
Capitaux propres	2 756,6	2 286,0
Total du passif et des capitaux propres	6 076,7	5 652,9

Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour une explication des variations des actifs et des passifs courants et à la rubrique « Capitaux propres » pour une explication des variations des capitaux propres. La valeur comptable des actifs et des passifs de nos filiales aux États-Unis et à l'étranger dans nos états consolidés de la situation financière a diminué en raison de l'affaiblissement du dollar américain et du dollar australien par rapport au dollar canadien, en partie neutralisé par le raffermissement de la livre sterling par rapport au dollar canadien. D'autres facteurs qui ont eu une incidence sur nos actifs et nos passifs non courants sont indiqués ci-après.

L'incidence de l'acquisition d'ESD et des ajustements de la période d'évaluation pour tenir compte d'acquisitions antérieures a donné lieu à une augmentation de 37,6 M\$ des immobilisations incorporelles et de 74,2 M\$ du goodwill. Ces valeurs sont fondées sur une répartition préliminaire du prix d'achat et sont en attente d'une détermination finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris. La répartition finale peut différer de la répartition préliminaire.

Les ajouts, principalement de matériel d'ingénierie et les améliorations locatives dans les immobilisations corporelles, ont été partiellement contrebalancés par l'amortissement. Les actifs loués et les immobilisations incorporelles ont diminué, car l'amortissement a été supérieur aux entrées et modifications de contrats de location, aux entrées de logiciels et aux immobilisations incorporelles acquises. Les autres actifs ont augmenté principalement en raison des achats de placements et des augmentations non réalisées de la juste valeur comptabilisés dans les placements détenus au titre des passifs d'autoassurance et des instruments financiers dérivés.

Les actifs d'impôt différé nets ont augmenté de 51,2 M\$, surtout en raison de la variation estimée des différences temporaires, y compris celles liées aux dépenses de recherche et d'expérimentation aux États-Unis, qui font l'objet d'un amortissement fiscal depuis 2022.

Le total des obligations locatives a diminué de 42,3 M\$ en raison des paiements au titre des contrats de location effectués, contrebalancés en partie par les ajouts, les modifications et la désactualisation des intérêts. Les autres passifs ont augmenté du fait des répercussions accrues de la réévaluation sur la rémunération à base d'actions réglée en trésorerie en raison d'une forte hausse du cours de l'action.

Le total de la dette à long terme a fléchi de 106,8 M\$, ce qui s'explique par les paiements sur notre facilité de crédit renouvelable et les obligations au titre du financement de logiciels, y compris l'emploi du produit net de 277,8 M\$ de notre placement d'actions ordinaires en novembre 2023. Ces diminutions ont été neutralisées en partie par l'émission de billets de premier rang non garantis de 250,0 M\$, une nouvelle facilité bilatérale de crédit à terme non garantie de 100,0 M\$ et une augmentation des billets à payer liée à l'acquisition d'ESD.

L'actif net au titre des prestations définies au profit des employés a augmenté de 14,9 M\$ et le passif net au titre des prestations définies au profit des employés a diminué de 2,8 M\$, soit une augmentation combinée de 17,7 M\$ de la position en actif net, pour un actif net de 42,8 M\$, comparativement à 25,1 M\$ en 2022. L'augmentation de l'actif net découle principalement des profits de réévaluation et des apports effectués au cours de l'exercice.

Goodwill

Conformément à nos méthodes comptables (décrites à la note 4 de nos états financiers consolidés audités de 2023), nous soumettons le goodwill à un test de dépréciation annuel au 1^{er} octobre ou plus fréquemment si les circonstances indiquent qu'une perte de valeur pourrait survenir ou si une acquisition importante survient entre la date du test de dépréciation annuel et le 31 décembre.

Nos UGT sont déterminées en tenant compte de l'interdépendance des flux de trésorerie entre les différents emplacements géographiques et de la façon dont la direction surveille les activités. Ainsi, nous définissons nos UGT comme suit : Canada, États-Unis, Asie-Pacifique, Amérique latine, et Royaume-Uni, Europe et Moyen-Orient. Comme le goodwill n'est pas surveillé à un niveau inférieur à celui de nos secteurs opérationnels, trois de nos UGT (Asie-Pacifique, Amérique latine, et Royaume-Uni, Europe et Moyen-Orient) sont regroupées dans le groupe d'UGT Activités mondiales aux fins de l'affectation du goodwill et du test de dépréciation.

Le 1^{er} octobre 2023, nous avons effectué un test annuel de dépréciation du goodwill. Nous estimons la valeur recouvrable en utilisant la méthode de la juste valeur diminuée des coûts de sortie. Il existe un degré important d'incertitude à l'égard des estimations des valeurs recouvrables de nos UGT, étant donné la nécessité de formuler des hypothèses économiques clés concernant l'avenir.

Au 1^{er} octobre 2023, nous avons conclu que la valeur recouvrable de nos UGT Canada et États-Unis était supérieure à leur valeur comptable, et la direction est d'avis qu'aucun changement raisonnablement possible des hypothèses aurait fait en sorte que la valeur comptable excède leur valeur recouvrable respective. La valeur recouvrable du groupe d'UGT Activités mondiales était supérieure de 106,7 M\$ à sa valeur comptable, en présumant des marges d'exploitation finales moyennes de 9,3 %. La direction est d'avis que le seul changement raisonnablement possible des hypothèses clés qui ferait en sorte que la valeur comptable du groupe d'UGT Activités mondiales soit supérieure à sa valeur recouvrable serait une réduction de 100 points de base des marges d'exploitation finales présumées. (Les principales hypothèses sont décrites à la note 12 de nos états financiers consolidés audités de 2023 et sont intégrées par renvoi dans le présent rapport de gestion.)

Situation de trésorerie et sources de financement

Nous sommes en mesure de répondre à nos besoins de liquidités grâce à diverses sources, y compris les liquidités générées par l'exploitation, les emprunts à long et à court terme (présentés plus en détail dans la rubrique « Gestion du capital » du présent rapport de gestion) et l'émission d'actions ordinaires. Nous utilisons les fonds principalement pour payer les charges d'exploitation, pour réaliser des acquisitions, pour soutenir les dépenses en immobilisations liées aux immobilisations corporelles et aux logiciels, pour rembourser la dette à long terme, pour racheter des actions et pour verser des dividendes aux actionnaires.

Nous sommes d'avis que les flux de trésorerie générés en interne, auxquels s'ajoutent des emprunts, au besoin, suffiront à couvrir nos dépenses d'exploitation et nos dépenses en immobilisations normales. Toutefois, dans certaines conditions de marché favorables, nous envisageons d'émettre des actions ordinaires pour faciliter la croissance par acquisition ou pour réduire les emprunts aux termes de nos facilités de crédit.

Fonds de roulement

Le tableau suivant présente les informations résumées sur le fonds de roulement au 31 décembre 2023, par rapport au 31 décembre 2022 :

<i>(en millions de dollars canadiens, sauf les ratios)</i>	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Actifs courants	2 272,5	1 937,8
Passifs courants	1 615,7	1 410,0
Fonds de roulement (note)	656,8	527,8
Ratio de liquidité générale (note)	1,41	1,37

note : Se reporter à la rubrique « Définitions » du présent rapport de gestion, pour une analyse des mesures financières supplémentaires utilisées.

La valeur comptable des actifs et des passifs de nos activités aux États-Unis et de certaines autres filiales à l'étranger dans nos états consolidés de la situation financière a légèrement diminué en raison surtout de l'affaiblissement du dollar américain et du dollar australien par rapport au dollar canadien, facteur partiellement contrebalancé par l'appréciation de la livre sterling par rapport au dollar canadien. D'autres facteurs qui ont eu une incidence sur nos actifs et nos passifs courants sont indiqués ci-après.

Les actifs courants ont augmenté en raison d'une augmentation collective de 110,8 M\$ des créances et autres débiteurs, des créances d'exploitation non facturées et des actifs sur contrat en raison d'une forte croissance interne des produits des activités ordinaires et de l'acquisition d'ESD. De plus, la trésorerie et les acomptes ont augmenté de 204,6 M\$ (pour des explications, se reporter à la rubrique « Flux de trésorerie » du présent rapport de gestion).

Notre délai de recouvrement des créances (défini à la rubrique « Définitions » du présent rapport de gestion) était de 77 jours au 31 décembre 2023, soit quatre jours de moins qu'au 31 décembre 2022, ce qui est conforme à nos attentes et reflète de solides démarches de recouvrement à l'échelle de l'entreprise.

L'accroissement des passifs courants est largement attribuable à des augmentations des fournisseurs et autres créanciers causées par des activités accrues et le calendrier de la paie, à une hausse des produits différés découlant d'une forte croissance interne et à un accroissement de la partie courante de la dette à long terme et des autres passifs (pour des explications, se reporter à la rubrique « État de la situation financière » du présent rapport de gestion). Ces augmentations ont été partiellement annulées par une diminution de la dette bancaire (pour des explications, se reporter à la rubrique « Flux de trésorerie » du présent rapport de gestion).

Flux de trésorerie

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	2023	2022	Variation
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	544,7	304,3	240,4
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(201,7)	(73,8)	(127,9)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(134,0)	(296,7)	162,7

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont établies à 544,7 M\$, en hausse de 240,4 M\$ par rapport à 2022. La forte croissance des produits des activités ordinaires et notre gestion rigoureuse du fonds de roulement ont contribué à l'accroissement des flux de trésorerie d'exploitation. Cette hausse a été en partie contrebalancée par l'augmentation des acomptes provisionnels versés, reflétant l'augmentation du bénéfice imposable projeté et la nouvelle législation fiscale américaine qui retarde la déduction de certaines dépenses de recherche et d'expérimentation et la hausse des paiements d'intérêts. Les flux de trésorerie d'exploitation de 2022 tenaient compte de l'incidence de l'intégration du système financier de Cardno.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont chiffrées à 201,7 M\$, en hausse de 127,9 M\$ par rapport à 2022. Cette hausse est principalement attribuable à nos placements détenus au titre des passifs d'autoassurance, qui comprenaient des achats nets de 37,6 M\$ en 2023, comparativement à un produit net de 38,4 M\$ tiré de la vente de placements pour l'exercice précédent. L'augmentation des sorties de trésorerie est également due à la hausse de 25,7 M\$ des achats d'immobilisations corporelles et incorporelles, principalement au titre de certaines améliorations locatives et du matériel d'ingénierie, ainsi qu'à la hausse des sorties nettes de trésorerie affectées au financement partiel de notre acquisition d'ESD.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les sorties de trésorerie liées aux activités de financement se sont élevées à 134,0 M\$, soit une diminution de 162,7 M\$ par rapport à 2022. La diminution est attribuable au produit net tiré de l'émission de billets de premier rang non garantis et d'une nouvelle facilité d'emprunt à terme bilatérale, qui s'est élevé à 348,8 M\$, à un placement d'actions ordinaires de 277,8 M\$ ainsi qu'à la diminution des rachats d'actions. Ces diminutions ont été en partie contrebalancées par les remboursements nets de 550,0 M\$ sur notre facilité de crédit renouvelable, les effets à payer et les obligations de financement de logiciels, ainsi que la dette bancaire.

Gestion du capital

L'objectif en matière de gestion du capital de Stantec est de fournir une capacité suffisante pour couvrir les dépenses d'exploitation et les dépenses en immobilisations normales et d'avoir la souplesse nécessaire pour financer la croissance future. Nous concentrons nos dépenses en immobilisations sur l'augmentation de la valeur pour les actionnaires au moyen du financement d'acquisitions relatives dans le cadre de notre stratégie de croissance, tout en maintenant un bilan solide, en rachetant des actions de façon opportune et en gérant de manière durable les augmentations de dividendes par rapport à notre ratio de distribution cible.

Nous gérons notre structure du capital conformément à notre ligne directrice interne visant le maintien d'un ratio dette nette/BAIIA ajusté (ratio réel sur 12 mois) inférieur à 2,0:1,0. Il peut arriver que nous dépassions notre cible en réalisant des acquisitions qui augmentent notre niveau d'endettement pendant un certain temps.

(en millions de dollars canadiens, sauf les ratios)	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Partie courante et non courante de la dette à long terme	1 129,0	1 235,8
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(352,9)	(148,3)
Dette bancaire	23,6	65,4
Dette nette	799,7	1 152,9
Capitaux propres	2 756,6	2 286,0
Capital total géré	3 556,3	3 438,9
BAIIA ajusté (note)	831,0	723,9
Ratio dette nette/BAIIA ajusté (note)	1,0	1,6

note : Voir la rubrique « Définitions » du présent rapport de gestion pour notre analyse des mesures non conformes aux IFRS utilisées.

Au 31 décembre 2023, notre ratio dette nette/BAIIA ajusté était de 1,0x, ce qui est conforme à notre ligne directrice interne déclarée et représente une amélioration par rapport à 2022, le produit tiré de notre placement par voie de prise ferme du quatrième trimestre de 2023 et l'augmentation des flux de trésorerie d'exploitation ayant entraîné une réduction de la dette nette, alors que le BAIIA ajusté a augmenté d'un exercice à l'autre.

Nos facilités de crédit comprennent :

- des billets de premier rang non garantis, y compris les billets émis le 27 juin 2023, totalisant 550 M\$;
- des facilités de crédit consortiales de premier rang de 1,2 G\$, structurées sous forme de prêt lié au développement durable, se composant d'une facilité de crédit renouvelable d'un montant maximal de 800 M\$ et d'un emprunt à terme de 310 M\$ (pouvant donner accès à 600 M\$ de fonds supplémentaires grâce à une clause accordéon);
- une facilité de crédit à terme bilatérale non garantie de 100 M\$;
- une facilité de crédit à terme bilatérale non garantie de 20 M€ et une facilité de découvert de 5 M\$ AU.

En ce qui concerne les billets de premier rang non garantis, les facilités de crédit consortiales de premier rang et la facilité de crédit à terme bilatérale non garantie, nous sommes tenus de respecter diverses clauses restrictives. Les principales clauses restrictives financières comprennent, sans s'y limiter, des ratios qui mesurent notre dette par rapport à notre rentabilité (au sens de la convention de facilités de crédit).

Au 31 décembre 2023, 732,7 M\$ étaient disponibles sur nos facilités de crédit pour les activités futures et nous respectons les clauses restrictives liées à nos facilités de crédit au 31 décembre 2023 et tout au long de l'exercice.

Capitaux propres

Les capitaux propres ont augmenté de 470,6 M\$. L'augmentation des capitaux propres est principalement attribuable au résultat net de 331,2 M\$ enregistré en 2023, au produit net de 277,8 M\$ tiré des actions ordinaires émises et aux options sur actions de 9,3 M\$ exercées en contrepartie de trésorerie. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par des dividendes déclarés de 87,2 M\$, par les rachats d'actions de 10,0 M\$ dans le cadre de l'OPRA et par d'autres éléments du résultat global correspondant à une perte de 50,9 M\$, y compris des écarts de change à la conversion des établissements à l'étranger de 64,0 M\$.

Notre OPRA à la TSX renouvelée le 11 décembre 2023 nous permet de racheter jusqu'à 2 281 339 de nos actions ordinaires au cours de la période du 13 décembre 2023 au 12 décembre 2024. Nous avons également un régime d'achat automatique d'actions auprès d'un courtier qui permet le rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation aux termes de l'OPRA en tout temps pendant des périodes d'interdiction de négociation prédéterminées selon certains paramètres préétablis.

Nous sommes d'avis que, de temps à autre, le cours de nos actions ordinaires ne reflète pas entièrement la valeur de notre entreprise ou de nos perspectives commerciales futures et que, à ce moment-là, le rachat d'actions ordinaires en circulation constitue une utilisation appropriée des fonds disponibles de la Société. Nous avons racheté 129 036 actions ordinaires pour un prix global de 10,0 M\$ en 2023, contre 1 085 676 actions ordinaires rachetées pour un prix global de 65,3 M\$ en 2022.

En 2023, nous avons réalisé un placement public d'actions ordinaires et émis 3 108 450 actions à même la trésorerie, y compris 405 450 actions émises dans le cadre de l'exercice intégral de l'option de surallocation, au prix de 92,50 \$, pour un produit brut de 287,5 M\$ (produit net de 277,8 M\$ après les frais d'émission d'actions).

Autres

Données sur les actions en circulation

Au 31 décembre 2023 et au 28 février 2024, il y avait 114 066 995 actions ordinaires en circulation. Du 1^{er} janvier 2024 au 28 février 2024, aucune action n'a été rachetée dans le cadre de l'OPRA et du programme d'achat automatique d'actions.

Obligations contractuelles

Dans le cadre de nos activités, nous concluons de temps à autre des ententes contractuelles à long terme. Le tableau qui suit résume les obligations contractuelles liées à notre dette à long terme, à nos contrats de location, à nos obligations d'achat et de service et à nos autres obligations au 31 décembre 2023, sur une base non actualisée.

(en millions de dollars canadiens)	Total	Paiements exigibles par période			
		Moins de 1 an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Après 5 ans
Dette	1 135,1	148,4	196,3	540,4	250,0
Intérêt sur la dette	200,9	50,8	82,9	47,0	20,2
Dette bancaire	23,6	23,6	—	—	—
Obligations locatives	667,8	119,4	228,3	153,9	166,2
Paiements de loyers variables et autres obligations locatives	338,7	56,6	95,4	76,2	110,5
Restauration	31,8	5,5	7,4	7,5	11,4
Obligations d'achat et de service	130,3	67,0	61,8	1,5	—
Autres obligations	158,4	63,8	61,7	1,6	31,3
Total des obligations contractuelles	2 686,6	535,1	733,8	828,1	589,6

Pour plus de renseignements sur la nature et les modalités de remboursement de notre dette à long terme, se reporter aux rubriques « Flux de trésorerie » et « Gestion du capital » du présent rapport de gestion et aux notes 16 et 25 de nos états financiers consolidés audités de 2023, lesquels sont intégrés par renvoi aux présentes.

Nos contrats de location comprennent des paiements de location non résiliables pour des locaux à bureaux, des véhicules et d'autre matériel. Les obligations d'achat et de service comprennent des ententes exécutoires et juridiquement contraignantes visant l'achat de biens et de services futurs. Les autres obligations comprennent les montants à payer pour nos unités d'actions de négociation restreinte, nos unités d'actions différées et nos unités d'actions liées au rendement émises aux termes de notre régime incitatif à long terme, et les obligations au titre de nos régimes d'avantages postérieurs à l'emploi. Le non-respect des conditions de nos engagements de paiement de location peut constituer un défaut, pouvant entraîner un paiement de résiliation de bail, des paiements accélérés ou une pénalité, comme il est indiqué dans chaque contrat de location. Le tableau ci-dessus ne tient pas compte des obligations de capitalisation des régimes de retraite à prestations définies, bien que nous versions des cotisations régulières. Les niveaux de capitalisation font l'objet d'un suivi régulier et sont rajustés au moyen d'évaluations de capitalisation triennales effectuées pour le conseil des fiduciaires des régimes de retraite, les plus récentes ayant été achevées au 31 mars 2021. La Société prévoit verser des cotisations d'environ 7 M\$ aux régimes de retraite en 2024.

Arrangements hors bilan

Nous disposons d'une autre facilité de lettres de crédit distincte en plus de notre facilité de crédit renouvelable, qui fournit des lettres de crédit jusqu'à concurrence de 100,0 M\$. Au 31 décembre 2023, nous avons des arrangements financiers hors bilan liés à des lettres de crédit en vertu de notre facilité de crédit renouvelable de 2,4 M\$ et des lettres de crédit d'un montant global de 57,0 M\$ autres que notre facilité de crédit renouvelable. Les lettres de crédit viennent à échéance à diverses dates avant janvier 2025, à l'exception d'une tranche de 15,4 M\$ à durée indéterminée. Celles-ci, y compris les garanties de certaines obligations locatives de bureaux, ont été émises dans le cours normal des activités.

De plus, dans le cours normal des activités, nos facilités de cautionnement permettent l'émission de cautionnements pour certains types de travaux liés à des projets. Ces obligations visent à fournir aux propriétaires une garantie financière quant à l'achèvement de leur projet de construction en cas de défaut. Au 31 décembre 2023, les cautionnements émis aux termes de nos facilités de cautionnement comprenaient des cautionnements de 16,6 M\$ pour les services de construction (activités abandonnées vendues en 2018) venant à échéance à l'achèvement des projets connexes. Les dates d'achèvement prévues de ces projets sont antérieures à juillet 2024. Bien que nos obligations à l'égard de ces instruments demeurent exécutoires, l'acheteur de l'entreprise de services de construction indemnise Stantec si l'une de ces obligations devait être déclenchée. Nous détenons également des obligations de 20,3 M\$ pour nos activités poursuivies, qui expirent à l'achèvement des projets connexes. Les dates d'achèvement prévues de ces projets sont antérieures à août 2029.

Dans le cours normal des activités, nous fournissons également des indemnités et, dans des circonstances limitées, des cautionnements et des garanties. Celles-ci sont accordées selon des modalités contractuelles raisonnables sur le plan commercial et fournies à des contreparties dans le cadre d'opérations comme des contrats d'achat et de vente d'actifs ou d'actions, des ententes de service et des opérations de location. Nous indemnisons également nos administrateurs et nos dirigeants à l'égard de tout litige ou de toute perte raisonnablement engagée pendant la prestation de leurs services à Stantec dans la mesure permise par la loi. Ces indemnités peuvent nous obliger à dédommager la contrepartie pour les coûts engagés par suite de divers événements. Les modalités entourant ces indemnités et garanties varient selon le contrat, dont la nature nous empêche d'effectuer une estimation raisonnable du montant éventuel maximal que nous pourrions être tenus de verser aux contreparties. Par le passé, nous n'avons effectué aucun paiement important en vertu de ces indemnités ou garanties, et aucun montant n'a été comptabilisé dans nos états financiers consolidés relativement à ces garanties.

Instruments financiers et risque de marché

Nous continuons de détenir des swaps sur rendement total avec des institutions financières afin de gérer une partie de notre exposition aux variations de la juste valeur de nos actions liées à certaines obligations de paiement à base d'actions réglées en trésorerie. Les swaps sur rendement total fixent l'incidence du cours de nos actions sur les paiements requis pour régler les obligations au titre des unités d'actions de négociation restreinte (« UANR ») et des unités d'actions différées (« UAD »).

Un swap de taux d'intérêt qui couvrirait la variabilité des taux d'intérêt sur la tranche C de l'emprunt à terme est venu à échéance en juin 2023, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'un profit réalisé de 2,0 \$ (profit latent de 4,3 \$, soit 3,3 \$ après impôt, par le biais des autres éléments du résultat global en 2022).

Ces arrangements sont décrits plus en détail à la note 24 de nos états financiers consolidés audités de 2023, intégrés par renvoi aux présentes.

Risque de marché

Nous sommes exposés à divers facteurs du marché qui peuvent avoir une incidence sur notre rendement, principalement nos taux de change et d'intérêt. Les conflits en Ukraine et au Moyen-Orient ainsi que la transition à une inflation accrue ont eu des répercussions financières négatives sur l'économie mondiale, mais la Société n'a pas constaté de hausse marquée de son exposition au risque. La direction surveille de près l'incidence de ces facteurs sur notre exposition aux risques et ajustera notre approche de gestion des risques si nécessaire.

Risque de crédit

Notre risque de crédit varie largement en fonction de nos clients, nos secteurs d'activité et nos régions géographiques, et nos clients sont principalement des entités du secteur public et des clients du secteur privé de grande qualité. Nous limitons notre exposition au risque de crédit en plaçant notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie dans des dépôts à court terme auprès d'institutions de crédit de grande qualité et, au besoin, en concluant des contrats dérivés avec celles-ci. Les placements détenus au titre des passifs d'autoassurance comprennent des obligations et des actions. Nous atténuons le risque lié à ces obligations et actions grâce à la qualité et à la composition globales de notre portefeuille de placements.

Change

Notre risque de change découle principalement des trois facteurs suivants :

1. Une tranche importante de nos produits des activités ordinaires et de nos charges est libellée en devises, principalement en dollars américains, en livres sterling et en dollars australiens. Par conséquent, nous sommes exposés aux fluctuations des taux de change dans la mesure où :
 - a. des produits des activités ordinaires en devises supérieurs aux charges en devises dans un contexte de raffermissement du dollar canadien auront une incidence négative sur notre bénéfice d'exploitation;
 - b. des produits des activités ordinaires en devises supérieurs aux charges en devises dans un contexte de fléchissement du dollar canadien auront une incidence positive sur notre bénéfice d'exploitation.
2. Des fluctuations de change peuvent également survenir à la conversion du bilan des filiales étrangères lorsque la monnaie fonctionnelle est différente du dollar canadien et elles sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Nous ne couvrons pas ce risque de change.

3. Les profits ou les pertes de change surviennent à la conversion d'actifs et de passifs libellés en devises (comme les débiteurs, les créditeurs et charges à payer et la dette à long terme) détenus par nos filiales au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays. Nous réduisons au minimum notre exposition aux variations du change sur ces éléments en appariant les actifs libellés en devises avec les passifs libellés en devises et, le cas échéant, en concluant des contrats de change à terme.

Bien que nous puissions acheter ou vendre des devises en échange de dollars canadiens conformément à notre stratégie d'atténuation du risque de change, nous pourrions à l'occasion être exposés aux fluctuations des taux de change en raison de la date de comptabilisation et de règlement des actifs et des passifs libellés en devises.

Taux d'intérêt

Les variations des taux d'intérêt présentent également un risque pour notre rendement, car nous sommes exposés au risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie dans la mesure où notre emprunt à terme et nos facilités de crédit sont fondés sur des taux d'intérêt variables. De plus, nous sommes assujettis au risque de taux d'intérêt dans la mesure où nos placements détenus au titre des passifs d'autoassurance comprennent des obligations d'État et de sociétés à taux fixe. Une augmentation ou une diminution de 1,0 % du taux d'intérêt sur l'encours des facilités de crédit renouvelable et d'emprunt à terme au 31 décembre 2023 (toutes les autres variables demeurant constantes) aurait eu pour effet de diminuer ou d'augmenter le résultat net de 4,0 M\$, respectivement.

Risque de prix

Nous sommes assujettis au risque de prix du marché dans la mesure où nos placements détenus au titre des passifs d'autoassurance comprennent des fonds d'actions. Ce risque est atténué, car le portefeuille de fonds d'actions fait l'objet d'un suivi régulier et est bien diversifié. Pour nos placements détenus au titre des passifs d'autoassurance, une augmentation ou une diminution de 5,0 % des cours des actions au 31 décembre 2023 (toutes les autres variables demeurant constantes) aurait eu pour effet d'augmenter ou de diminuer le résultat net de 3,0 M\$, respectivement.

Nous sommes également exposés aux variations du cours de nos actions découlant de nos paiements à base d'actions réglés en trésorerie, car notre obligation aux termes de ces accords est fondée sur le cours de nos actions. Nous avons conclu des swaps sur rendement total afin d'atténuer une partie de notre exposition au risque lié aux UANR et aux UAD. Pour nos unités d'actions liées au rendement, une augmentation ou une diminution de 10,0 % du prix de nos actions au 31 décembre 2023 (toutes les autres variables demeurant constantes) aurait eu pour effet de diminuer ou d'augmenter le résultat net de 3,6 M\$, respectivement.

Transactions avec des parties liées

Nous détenons des filiales en propriété exclusive que nous consolidons dans nos états financiers. Nous avons également conclu des ententes avec plusieurs entités structurées visant la prestation de services divers, notamment des services d'architecture, d'ingénierie, de planification et de gestion de projets. De temps à autre, nous concluons des opérations avec des sociétés associées et d'autres entités aux termes d'un partenariat. En 2023, le total des ventes à nos coentreprises s'est élevé à 96,3 M\$ et, au 31 décembre 2023, les créances à recevoir de nos coentreprises totalisaient 16,7 M\$.

De temps à autre, nous garantissons les obligations d'une filiale ou d'une entité structurée relatives aux contrats de location, aux contrats de service, aux ententes de facilité de crédit et aux obligations envers un tiers aux termes d'une convention d'acquisition. De plus, nous pouvons garantir des ententes de service pour des sociétés associées, des coentreprises et des entreprises communes. (Les transactions avec des filiales, des entités structurées, des sociétés associées, des coentreprises et des entreprises communes sont décrites plus en détail à la note 33 de nos états financiers consolidés audités de 2023 et sont intégrées par renvoi dans le présent rapport de gestion.)

Les principaux dirigeants ont l'autorité et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler les activités de la Société. La rémunération totale des principaux dirigeants et des administrateurs comptabilisée en charges s'est élevée à 53,0 M\$ en 2023 et à 23,6 M\$ en 2022.

Estimations comptables, faits nouveaux et mesures critiques

Estimations comptables critiques

La préparation des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS de comptabilité exige que nous posions des jugements et fassions des estimations et des hypothèses. La note 5 de nos états financiers consolidés audités au 31 décembre 2023 présente nos estimations comptables importantes et est intégrée par renvoi dans le présent rapport de gestion.

Les estimations comptables dont il est question dans nos états financiers consolidés sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles font appel au jugement de la direction sur des questions plus difficiles, subjectives et complexes. Des estimations comptables sont faites pour les éléments suivants :

- Produits des activités ordinaires et charges comptabilisées à l'égard des contrats
- Évaluation de la dépréciation des actifs non financiers
- Juste valeur des regroupements d'entreprises
- Contrats de location
- Provision pour passifs d'autoassurance et réclamations
- Régimes d'avantages sociaux à prestations définies
- Impôts

Les conflits en Ukraine et au Moyen-Orient, ainsi que la transition vers des conjonctures marquées par une inflation plus élevée ont contribué à l'accroissement de la volatilité économique et financière mondiale; toutefois, ces facteurs n'ont pas eu d'incidence importante sur nos résultats. Nous continuons de surveiller l'incidence de ces facteurs sur nos activités financières et notre situation financière. Des incertitudes inhérentes à la formulation d'hypothèses et d'estimations concernant des résultats futurs inconnus peuvent entraîner des différences importantes entre les estimations et les résultats réels. Nous estimons que chacune de nos hypothèses et estimations est appropriée aux circonstances et représente les résultats futurs les plus probables.

À moins d'indication contraire dans notre analyse des principales estimations comptables, nous ne prévoyons aucun changement important à l'égard du rendement financier en général ni dans les postes des états financiers qui découlerait de modifications raisonnablement probables aux hypothèses importantes qui sous-tendent une estimation, ou une fourchette valable d'estimations d'où a été tirée l'estimation présentée. De plus, nous ne sommes pas au fait de tendances, engagements, événements ou incertitudes qui pourraient raisonnablement toucher de manière importante les méthodes ou hypothèses liées à nos principales estimations comptables, sous réserve des éléments mentionnés aux rubriques « Facteurs de risque », « Perspectives » et « Mise en garde concernant les énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion.

Faits nouveaux en matière de comptabilité

Adoptions récentes

Les modifications suivantes sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2023 et n'ont pas eu d'incidence significative sur nos états financiers consolidés.

- *Définition des estimations comptables* (modifications d'IAS 8)
- *Informations à fournir sur les méthodes comptables* (modifications d'IAS 1 et de l'énoncé de pratiques en IFRS 2)
- *Impôt différé lié aux actifs et aux passifs issus d'une transaction unique* (modifications d'IAS 12)

En mai 2023, l'IASB a publié la *Réforme fiscale internationale – Modèle de règles du Pilier 2* (modifications d'IAS 12). Les modifications fournissent une exception temporaire immédiate obligatoire à la comptabilisation visant les impôts différés découlant de la réforme fiscale internationale de l'Organisation de coopération et de développement économiques (« OCDE ») et indiquent l'information supplémentaire devant être présentée dans les états financiers annuels. Les modifications sont entrées en vigueur dès leur publication et ont été appliquées de manière rétrospective. Nous avons appliqué l'exception à la comptabilisation des actifs et des passifs d'impôt différé liés au Pilier 2.

Adoptions futures

La liste ci-après énumère les normes, modifications et interprétations publiées que nous nous attendons raisonnablement à appliquer à l'avenir et que nous avons l'intention d'adopter lorsqu'elles entreront en vigueur. Nous évaluons actuellement l'incidence de l'adoption de ces normes, modifications et interprétations sur nos états financiers consolidés et ne pouvons pas en estimer raisonnablement l'incidence pour le moment.

- *Classement des passifs en tant que passifs courants ou passifs non courants* (modifications d'IAS 1) et *Passifs non courants assortis de clauses restrictives* (modifications d'IAS 1)
- *Obligation locative découlant d'une cession-bail* (modification d'IFRS 16)
- *Accords de financement de fournisseurs* (modifications d'IAS 7 et d'IFRS 7)
- *Absence de convertibilité* (modifications d'IAS 21)

Ces normes, modifications et interprétations sont décrites à la note 6 de nos états financiers consolidés audités au 31 décembre 2023 et sont intégrées par renvoi dans le présent rapport de gestion.

Importance relative

Nous déterminons si l'information est importante en nous fondant sur le fait que nous croyons que la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver des titres de notre Société serait vraisemblablement influencée ou modifiée si l'information était omise, occultée ou erronée.

Définitions des mesures non conformes aux IFRS et des autres mesures financières

Dans le présent rapport de gestion figurent des termes auxquels il est fait référence ou qui sont utilisés et qui ne sont pas précisément définis selon les normes IFRS de comptabilité et qui n'ont pas de signification normalisée prescrite par celles-ci. Ces mesures et termes sont définis ci-après. Ces mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Nous sommes d'avis que les mesures définies aux présentes sont utiles en ce qu'elles fournissent aux investisseurs des renseignements supplémentaires qui les aident à comprendre les composantes de nos résultats financiers.

Mesures financières et ratios non conformes aux IFRS

Mesures ajustées

Nous utilisons plusieurs mesures financières ajustées, car nous croyons qu'elles sont utiles pour fournir aux analystes en valeurs mobilières, aux investisseurs et aux autres parties intéressées des renseignements supplémentaires qui les aideront à comprendre les composantes de nos résultats financiers (y compris une compréhension plus complète des facteurs et des tendances ayant une incidence sur notre rendement d'exploitation). Ces mesures ajustées fournissent également des mesures supplémentaires du rendement d'exploitation et améliorent la comparabilité des résultats d'exploitation d'une période à l'autre, mettant ainsi en évidence des tendances qui pourraient ne pas être apparentes autrement que lorsqu'on se fie uniquement aux mesures financières conformes aux normes IFRS de comptabilité. Sauf indication contraire, un rapprochement de ces mesures ajustées et de la mesure conforme aux normes IFRS de comptabilité la plus directement comparable est présenté à la page M-8.

Le **BAlIA ajusté** représente le résultat net lié aux activités poursuivies avant les charges d'intérêts, l'impôt sur le résultat, l'amortissement des immobilisations corporelles, l'amortissement des actifs au titre des contrats de location, l'amortissement des immobilisations incorporelles, les pertes de valeur et les reprises de celles-ci, les coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration et les autres ajustements au titre d'autres éléments particuliers qui sont importants, mais qui ne reflètent pas nos activités sous-jacentes. Les éléments particuliers sont subjectifs; toutefois, nous exerçons notre jugement et prenons des décisions éclairées lorsque nous déterminons les éléments à exclure du calcul de nos mesures ajustées. Nous utilisons le BAlIA ajusté comme mesure des flux de trésorerie d'exploitation avant impôt. La mesure conforme aux normes IFRS de comptabilité la plus comparable au BAlIA ajusté est le résultat net.

Le **résultat net ajusté** représente le résultat net lié aux activités poursuivies, exclusion faite de l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'acquisitions, des pertes de valeur et des reprises de celles-ci, des coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration, ainsi que des ajustements au titre d'autres éléments particuliers qui sont importants, mais qui ne reflètent pas nos activités sous-jacentes, le tout après impôt. Les éléments particuliers sont subjectifs; toutefois, nous exerçons notre jugement et prenons des décisions éclairées lorsque nous déterminons les éléments à exclure du calcul de nos mesures ajustées. Nous utilisons le résultat net ajusté comme mesure de la rentabilité globale. La mesure conforme aux normes IFRS de comptabilité la plus comparable au résultat net ajusté est le résultat net.

Le **résultat par action ajusté** est un ratio non conforme aux IFRS calculé en divisant le résultat net ajusté (défini ci-dessus) par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation, de base et dilué, respectivement.

Le **rendement du capital investi (« RCI ») ajusté** est un ratio non conforme aux IFRS qui représente le résultat net ajusté (défini ci-haut) avant les intérêts ajustés en fonction de l'impôt de la Société pour l'exercice complet par rapport à sa dette nette totale moyenne et à ses capitaux propres ajustés, calculés annuellement. La dette nette moyenne et les capitaux propres ajustés sont calculés à l'aide des soldes des exercices antérieurs. Les capitaux propres ajustés tiennent compte de l'incidence du résultat net ajusté (défini ci-dessus) lié aux activités poursuivies. Nous utilisons le RCI ajusté pour évaluer le rendement annuel généré par nos capitaux empruntés et nos capitaux propres. La mesure conforme aux normes IFRS de comptabilité la plus comparable au résultat net ajusté avant les intérêts ajustés en fonction de l'impôt est le résultat net. La mesure des capitaux propres ajustés la plus comparable est les capitaux propres. Une quantification du RCI ajusté et un rapprochement de ses composantes sont inclus à la rubrique « Rapprochements supplémentaires des mesures financières non conformes aux IFRS » à la page M-32.

Dette nette/BAIIA ajusté. Dans le cadre de notre évaluation de la structure du capital, nous surveillons le ratio de la dette nette par rapport au BAIIA ajusté, qui est un ratio non conforme aux IFRS. Ce ratio est défini comme la somme 1) de la dette à long terme, y compris la partie à court terme, et de la dette bancaire, diminuée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, divisée par 2) le BAIIA ajusté (défini ci-haut). Le ratio dette nette/BAIIA ajusté est quantifié à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » à la page M-22.

Les **flux de trésorerie disponibles** sont utilisés pour surveiller la disponibilité de la trésorerie discrétionnaire dans le cadre de notre gestion du capital. Ils se définissent comme étant les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation moins les dépenses en immobilisations et les paiements de loyers nets. Le rapprochement des flux de trésorerie disponibles avec la mesure conforme aux normes IFRS de comptabilité la plus comparable, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, est présenté à la rubrique « Rapprochements supplémentaires des mesures financières non conformes aux IFRS » à la page M-32.

Marge. Nous calculons la marge en pourcentage des produits des activités ordinaires nets et surveillons la marge par rapport à nos cibles internes. La marge est un ratio non conforme aux IFRS lorsqu'elle se rapporte aux mesures financières non conformes aux IFRS.

Présentation en devises constantes et incidence du change. Nous surveillons l'incidence des fluctuations des taux de change, quantifions l'incidence des taux de change et, à l'occasion, préparons des analyses en devises constantes (c.-à-d. en excluant l'incidence des taux de change) afin de mieux comprendre l'évolution des activités. Les montants présentés en devises constantes sont des mesures financières non conformes aux IFRS; les fractions et pourcentages connexes sont des ratios non conformes aux IFRS.

Taux de croissance annuel composé (« TCAC »). Le TCAC est une mesure que nous utilisons pour évaluer la croissance de notre entreprise. Il représente le taux de croissance sur une période donnée, composé annuellement. Le TCAC est un ratio non conforme aux IFRS lorsqu'il se rapporte aux mesures financières non conformes aux IFRS.

Mesures financières supplémentaires

Délai de recouvrement des créances. Le délai de recouvrement des créances est une mesure que nous utilisons pour évaluer l'efficacité de notre fonds de roulement. Il représente le nombre moyen de jours nécessaires pour convertir en trésorerie nos créances clients, nos créances non facturées, nos actifs sur contrat et nos produits différés. Nous calculons le délai de recouvrement des créances en annualisant les produits des activités ordinaires bruts du trimestre, tels qu'ils sont présentés selon les normes IFRS de comptabilité.

Croissance (réduction) interne et croissance par acquisitions. Pour évaluer notre performance, nous quantifions la variation des produits des activités ordinaires et du carnet de commandes en regard de la croissance (réduction) interne, de la croissance par acquisitions ou de l'incidence du change. Les produits des activités ordinaires et le carnet de commandes obtenus par les sociétés acquises au cours des 12 premiers mois suivant une acquisition sont présentés à titre de croissance par acquisitions et, par la suite, à titre de croissance (réduction) interne. La croissance (réduction) interne exclut l'incidence des fluctuations du change. De temps à autre, nous quantifions également l'incidence de certains événements inhabituels sur la croissance (réduction) interne afin de fournir des renseignements utiles aux investisseurs pour les aider à mieux comprendre nos résultats financiers.

Le **marge** (définie ci-dessus) est une mesure financière supplémentaire lorsqu'elle se rapporte aux mesures conformes aux IFRS.

Le **taux de croissance annuel composé (« TCAC »)** (défini ci-dessus) est une mesure financière supplémentaire lorsqu'il est appliqué aux mesures financières conformes aux normes IFRS de comptabilité.

Le **ratio de liquidité générale** est une mesure financière supplémentaire calculée en divisant les actifs courants par les passifs courants, que nous utilisons pour évaluer la liquidité globale.

Le **fonds de roulement** est une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour évaluer la liquidité globale. Il est calculé en soustrayant les passifs courants des actifs courants.

Mesures de la gestion du capital

La dette nette et le capital total géré sont classés comme des mesures de la gestion du capital et sont quantifiés à la page M-24.

Rapprochements supplémentaires des mesures financières non conformes aux IFRS

Flux de trésorerie disponibles

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	2023	2022
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation	544,7	304,3
Déduire : dépenses en immobilisations (immobilisations corporelles et incorporelles)	(100,6)	(74,9)
Déduire : paiements de loyers, montant net	(125,0)	(153,7)
Flux de trésorerie disponibles (note)	319,1	75,7

Voir la rubrique « Définitions » du présent rapport de gestion pour une analyse des flux de trésorerie disponibles, une mesure non conforme aux IFRS.

Rendement du capital investi ajusté

<i>(en millions de dollars canadiens, sauf les ratios)</i>	2023	2022
Résultat net ajusté (note 1)	408,4	347,1
Rajouter : charge d'intérêts, montant net	91,0	64,0
Déduire : impôt sur le résultat lié à la charge d'intérêts, montant net (note 2)	(20,5)	(15,4)
Résultat net ajusté avant intérêts nets (déduction faite de l'impôt)	478,9	395,7
Capitaux propres moyens (note 3)	2 414,4	2 083,8
Incidence cumulée des éléments suivants sur les capitaux propres moyens :		
Résultat net ajusté (note 1)	462,8	377,5
Activités abandonnées (note 4)	111,9	111,9
Capitaux propres ajustés moyens	2 989,1	2 573,2
Dette nette moyenne (note 3)	1 196,2	1 185,2
Total de la dette nette et des capitaux propres ajustés moyens	4 185,3	3 758,4
RCI ajusté (note 5)	11,4 %	10,5 %

note 1 : Le résultat net ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Définitions » du présent rapport de gestion pour une analyse des mesures non conformes aux IFRS utilisées et le rapprochement du résultat net ajusté et de la mesure la plus comparable présentée en vertu des IFRS à la page M-8. L'incidence cumulative du résultat net ajusté comprend l'incidence sur les capitaux propres moyens de toutes les différences historiques entre le résultat net et le résultat net ajusté, y compris un montant de 77,2 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (100,1 M\$ en 2022).

note 2 : Calculé en utilisant un taux d'imposition normalisé de 22,5 % en 2023 et de 24,0 % en 2022.

note 3 : Les capitaux propres moyens et la dette nette moyenne représentent la moyenne mobile des quatre derniers trimestres.

note 4 : L'incidence cumulative des activités abandonnées comprend l'incidence sur les capitaux propres moyens du résultat net lié aux activités abandonnées (déduction faite de l'impôt), y compris 12,0 M\$ en 2020 et (123,9 M\$) en 2018.

note 5 : Le RCI ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Définitions » du présent rapport de gestion pour une analyse des mesures non conformes aux IFRS utilisées, y compris les composantes du calcul du RCI ajusté.

Facteurs de risque

Aperçu

Afin de réaliser notre vision et nos objectifs stratégiques, nous identifions et gérons sans relâche les risques et incertitudes potentiels liés à nos activités, à l'échelle de la Société. Nous considérons chaque risque par rapport à tous les autres risques, car les risques et les mesures prises pour les atténuer peuvent créer de nouveaux risques pour la Société.

Pour gérer efficacement les risques, notre programme de gestion des risques d'entreprise :

- maintient un cadre pour soutenir nos efforts de gestion des risques efficace, transparente et constante;
- passe continuellement en revue, et de manière répétée, notre profil de risque afin que les risques soient identifiés et gérés à mesure qu'ils évoluent;
- harmonise et intègre la gestion des risques et les processus clés, comme la planification stratégique, afin de réduire l'incidence de l'incertitude sur l'atteinte de nos objectifs;
- fait appel à de multiples sources au sein de l'organisation pour l'identification et l'évaluation des risques afin de s'assurer que le programme de gestion des risques d'entreprise est dynamique, inclusif et qu'il s'appuie sur les meilleures informations disponibles;
- fait rapport à nos membres de la haute direction, au conseil d'administration et au comité d'audit et de gestion des risques (« CAGR ») pour fournir une assurance quant à l'efficacité de notre processus de gestion des risques.

Gouvernance du conseil et surveillance des risques

Le conseil d'administration de Stantec fournit une orientation stratégique au programme de gestion des risques d'entreprise et fournit les lignes directrices à cet égard; il a délégué la responsabilité de la surveillance du programme au CAGR.

Le CAGR soutient la mise en œuvre et assure un suivi :

- des méthodes appropriées pour identifier, évaluer, atténuer et signaler les principaux risques inhérents à nos activités et à notre orientation stratégique;
- des systèmes, politiques et pratiques appropriés pour gérer nos principaux risques;
- d'une tolérance au risque appropriée pour notre organisation.

En outre, le CAGR surveille le programme de cybersécurité de la Société et les contre-mesures visant à assurer la sécurité des systèmes de technologie de l'information de Stantec.

Les membres du conseil reçoivent régulièrement un rapport exhaustif sur les risques et fournissent leurs recommandations. Trimestriellement, le CAGR reçoit des rapports sur l'évolution des principaux risques, des stratégies d'atténuation et de tout risque émergent.

Outre le CAGR, deux autres comités du conseil jouent un rôle dans la gestion des risques :

- Le comité de la durabilité et de la sécurité (« CDS ») assure la surveillance en mettant l'accent sur la santé et la sécurité de même que sur d'autres risques opérationnels pertinents. Ce comité se concentre également sur les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG »), y compris les risques liés aux changements climatiques et la transition vers une économie durable et carboneutre.
- Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération (« CGER ») oriente la mise en place d'un système de gouvernance d'entreprise efficace pour gérer la composition et la responsabilité de gérance globale du conseil et pour veiller à ce que la direction maintienne des politiques de gestion conçues pour soutenir un programme de conformité, d'intégrité et d'éthique efficace. Le CGER supervise également le programme de rémunération des membres de la direction de Stantec et s'assure que notre structure de paie encourage les décisions profitables sans prise de risque injustifiée.

Surveillance de la direction

La haute direction rend compte directement au conseil de toutes les activités comportant un risque et des pratiques de gestion des risques. La responsabilité de la gestion des risques est partagée à l'échelle de l'organisation. La gestion des risques fait également partie de nos activités quotidiennes et est prise en compte dans nos processus décisionnels clés, comme les décisions relatives à l'acceptation d'un projet et la planification stratégique.

La haute direction s'appuie sur de nombreuses équipes – juridique; santé, sécurité et environnement; ressources humaines; technologies de l'information (« TI »); finances; développement durable; et d'autres – qui fournissent des fonctions de gestion des risques et de conformité dans l'ensemble de l'organisation, et travaillent avec la direction pour concevoir un processus d'atténuation des risques approprié et en assurer un suivi. Notre équipe d'audit interne fournit une assurance indépendante concernant l'efficacité et l'efficience de notre gestion des risques à l'échelle de la Société.

Principaux risques et incertitudes

La direction demeure convaincue que nous serons en mesure d'atteindre les objectifs d'entreprise à long terme de la Société. Toutefois, comme nos pairs, nous sommes exposés à des risques et à des incertitudes. Notre évaluation des risques a identifié nos risques les plus importants, qui sont décrits à la rubrique « Risques » ci-dessous. Si des risques venaient à se concrétiser, individuellement ou collectivement, nos activités, notre situation financière, nos résultats d'exploitation et nos perspectives pourraient être touchés de façon importante et défavorable. Compte tenu de nos efforts pour les évaluer et les atténuer, nous ne nous attendons pas à ce que les risques aient des incidences défavorables importantes, mais nous le prévoyons dans notre processus de gestion des risques d'entreprise.

Les risques et incertitudes décrits dans le présent rapport de gestion ne sont pas les seuls auxquels nous sommes exposés. D'autres risques et incertitudes, dont nous n'avons pas connaissance, mais que nous ne jugeons pas importants à l'heure actuelle, ou qui pourraient survenir en raison de faits nouveaux, pourraient également devenir des facteurs importants qui auraient une incidence défavorable sur nos activités. De plus, l'incidence cumulative de plusieurs facteurs de risque constitue un risque.

Risques

Une atteinte à la cybersécurité peut entraîner la perte de données critiques, interrompre les activités et nuire à nos clients.

Nous dépendons des ordinateurs, des systèmes des grandes entreprises et des technologies de l'information et des communications, y compris les systèmes de fournisseurs tiers, pour mener nos activités.

Les pratiques commerciales internes de Stantec ainsi que nos contrats avec nos clients exigent que nous protégeons les informations confidentielles de la Société et de nos clients contre toute divulgation. De plus, nous sommes assujettis aux lois sur la protection des renseignements personnels et la protection de la vie privée dans divers territoires. Bien que nous consacrons d'importantes ressources à la protection des systèmes de technologie de l'information de Stantec et que nous disposions de processus de vérification rigoureux pour les systèmes de tiers sur lesquels nous comptons, une atteinte à la cybersécurité constitue un risque intrinsèquement élevé, étant donné que la fréquence, la sophistication et la gravité des attaques de cybersécurité continuent d'augmenter et que les pirates adoptent des outils d'intelligence artificielle et d'autres innovations. Le risque d'attaques de cybersécurité s'est également accru en raison des tensions géopolitiques, les vulnérabilités pouvant être sondées par des malfaiteurs parrainés par l'État.

En cas d'intrusion dans nos systèmes, nous pourrions être exposés à des interruptions, à des retards, à la perte de données personnelles et de renseignements confidentiels d'employés et à la perte de données critiques qui pourraient retarder ou interrompre nos activités. La perte de données sensibles et confidentielles ou la divulgation non autorisée de renseignements exclusifs ou personnels pourrait nuire à nos clients, à nos employés et à d'autres parties. Les autres incidences défavorables possibles comprennent les coûts liés aux mesures correctives et aux litiges, les pénalités réglementaires, les coûts associés à une protection accrue, la perte de produits et les dommages à la réputation entraînant la perte de clients ou de projets.

L'incapacité à attirer, à conserver et à mobiliser des employés compétents pourrait nuire à notre capacité à exécuter notre stratégie.

Il y a une forte concurrence pour les employés qualifiés dans notre secteur et Stantec tire ses revenus presque exclusivement des services rendus par nos employés. Notre incapacité à attirer, à conserver et à mobiliser du personnel hautement qualifié pourrait nuire à notre capacité de livrer concurrence pour de nouveaux projets, de mener à bien des projets, d'exécuter efficacement notre carnet de commandes et de maintenir ou d'accroître des relations avec les clients.

La rotation du personnel oblige la Société à consacrer du temps et des ressources à l'identification, à l'embauche, à la formation et à l'intégration de nouveaux employés. Des taux de rotation élevés interrompent également la planification de la relève, le travail sur les projets et peuvent entraîner la perte d'expertise, de qualifications spéciales ou d'autorisations de sécurité, ce qui pourrait avoir une incidence sur les relations avec les clients ou sur notre capacité à honorer le carnet de commandes. La concurrence à l'égard des employés pourrait également entraîner une inflation de la rémunération, ce qui aurait une incidence sur nos marges et notre rentabilité.

Les événements géopolitiques peuvent entraîner des risques supplémentaires pour nos activités.

Les événements géopolitiques à l'échelle mondiale, comme les conflits en Ukraine et au Moyen-Orient, peuvent créer de nouveaux risques ou amplifier les risques existants. L'émergence de tensions dans les relations internationales ou de conflits militaires peut entraîner une incertitude politique et des troubles sociaux, du terrorisme, des problèmes de chaîne d'approvisionnement, une dégradation des conditions macroéconomiques, la volatilité du marché, un ralentissement des prévisions de croissance, une réduction des dépenses publiques, des perturbations de la main-d'œuvre, des sanctions contre des personnes ou des entités particulières et un risque accru d'attaques de cybersécurité et d'attaques par rançongiciel, entre autres. Chacun de ces facteurs pourrait perturber nos activités et avoir une incidence sur notre performance financière. Même si Stantec n'exerce pas d'activités dans les pays en proie à des conflits militaires armés ou à des tensions géopolitiques, ses activités et sa performance financière pourraient être touchées par les répercussions que les événements géopolitiques pourraient avoir sur l'économie mondiale, les marchés de l'énergie, le commerce mondial, la sécurité et les chaînes d'approvisionnement. Nous faisons preuve de diligence raisonnable pour réduire au minimum la possibilité de travailler avec des entités ou des personnes sanctionnées, et pour surveiller toute autre sanction qui pourrait être imposée en raison d'événements géopolitiques. Le non-respect, par Stantec ou ses contreparties commerciales, de ces sanctions ou d'autres mesures prises à l'échelle internationale pourraient nuire à la réputation de Stantec ou l'exposer à des risques financiers.

Stantec n'a aucun bureau physique en Ukraine, en Russie, au Bélarus ou au Moyen-Orient. Si nous décidons de réaliser des projets dans des zones de conflit, nous ferons preuve de diligence raisonnable pour gérer notre exposition au risque, y compris, surtout, les mesures liées à la sécurité de notre personnel.

Les lieux de travail des projets peuvent être dangereux. L'incapacité de travailler de façon sécuritaire sur les sites des projets pourrait avoir une incidence défavorable sur les activités, la réputation, la situation financière et les résultats d'exploitation de Stantec.

Les sites des projets peuvent être dangereux en raison de la présence de matières et de conditions dangereuses, d'équipements mobiles volumineux et de la circulation de véhicules. Étant donné que nous avons des projets et des bureaux partout dans le monde, nos employés peuvent être exposés à des événements tels que de l'agitation civile, des activités criminelles, des actes de terrorisme, des phénomènes météorologiques violents, des crises de santé publique de même qu'à l'incidence d'autres problèmes politiques, sociaux, environnementaux et économiques.

Bien que nous investissions dans la formation de nos employés et dans un programme solide axé sur la santé et la sécurité de nos employés, nous sommes exposés au risque de décès, de blessures corporelles ou de dommages environnementaux ou autres à nos biens ou à ceux de tiers. Nous pourrions engager notre responsabilité civile ou prévue par la loi en raison de blessures ou de décès ou être tenus responsables de dommages non assurés ou de dommages supérieurs à notre couverture d'assurance.

Nous pourrions également engager des coûts supplémentaires pour des projets en raison de retards découlant d'incidents liés à la santé et à la sécurité. Le fait de ne pas maintenir un dossier exemplaire en matière de sécurité peut également entraîner une perte de confiance des clients et nous coûter des projets futurs.

Les changements climatiques créent à la fois des risques et des possibilités pour Stantec.

La transition vers une économie durable et carboneutre peut entraîner des changements réglementaires, juridiques, technologiques et commerciaux considérables pour nos activités et nos obligations d'information. L'incapacité à anticiper et à respecter les nouvelles exigences d'information et à répondre aux attentes du secteur, des parties prenantes et des investisseurs peut entraîner des risques financiers et nuire à notre réputation et à notre marque. Les risques associés à la transition vers une économie durable sont notamment les suivants :

Risques juridiques et réglementaires

La transition vers une économie à faibles émissions de carbone peut présenter des risques sous la forme de politiques, lois et règlements actuels et nouveaux en matière d'information sur les risques liés à l'environnement et aux changements climatiques. La réglementation actuelle applicable à Stantec comprend le cadre Streamlined Energy and Carbon Reporting au Royaume-Uni ainsi que la Directive sur la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises en Europe, qui seront mis en œuvre par étapes. Parmi la réglementation à venir, citons notamment les obligations d'information relatives aux changements climatiques de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Le non-respect de ces règlements pourrait entraîner la perte de la position sur le marché et de la réputation ainsi que des pertes financières découlant de poursuites, d'amendes et de pénalités. Les mesures requises pour se conformer aux nouvelles lois et aux nouveaux règlements pourraient entraîner une hausse des coûts pour Stantec et donner lieu à la possibilité d'un manquement. Des coûts supplémentaires ou des retards attribuables aux lois environnementales pourraient également empêcher ou retarder la réalisation d'un projet.

Étant donné que ces mêmes risques juridiques et réglementaires ont également une incidence sur nos clients, Stantec pourrait fournir des services-conseils en matière d'ESG à mesure que les clients recherchent une expertise en la matière pour s'y retrouver et se conformer aux nouvelles exigences.

Risques liés au marché et à la réputation

Les investisseurs et les autres parties prenantes examinent de plus en plus les mesures prises par les entreprises en matière de changements climatiques et de durabilité.

Stantec a pris des engagements en matière d'ESG et de climat, notamment en alignant sa stratégie de financement d'entreprise sur son rendement en matière d'ESG, au moyen de l'émission d'un prêt lié au développement durable assorti d'indicateurs de rendement clés relatifs aux émissions et aux titres de capitaux propres, de l'établissement d'une cible de réduction des émissions de 1,5 °C, validée et fondée sur des données scientifiques à court terme, et de l'engagement à atteindre la neutralité carbone opérationnelle, puis la neutralité carbone nette zéro. Bien que nous nous engageons à atteindre ces objectifs dans les délais prévus, notre capacité à le faire est assujettie à des incertitudes. Par exemple, si les réductions d'émissions sont touchées par une augmentation imprévue des déplacements ou des activités d'une société acquise et que nous n'atteignons pas nos cibles de réduction des émissions vérifiées et fondées sur des données scientifiques, notre réputation pourrait être entachée et nous pourrions recevoir une pénalité sur notre prêt lié au développement durable. La réputation et le positionnement de Stantec sur le marché pourraient être influencés ou compromis par la perception qu'ont les investisseurs de nos décisions en matière d'ESG, de notre incapacité à atteindre les cibles établies ou à respecter nos engagements ou encore en cas d'allégations d'écoblanchiment (la pratique consistant à présenter sous un faux jour l'incidence des mesures prises par l'entreprise en matière de développement durable, ce qui induit les investisseurs et les consommateurs en erreur).

Risques physiques

La probabilité et l'imprévisibilité des phénomènes météorologiques extrêmes pourraient continuer d'augmenter en raison des changements climatiques. Bien que Stantec fournisse des services professionnels et exerce ses activités principalement dans des locaux à bureaux loués, les conséquences physiques des changements climatiques (comme l'augmentation de la température, la hausse du niveau de la mer, les chaleurs extrêmes, les incendies, les inondations, les tremblements de terre, les ouragans, les tornades, les sécheresses et d'autres événements similaires) pourraient causer des dommages aux immeubles que nous occupons, retarder ou endommager nos projets et avoir des répercussions sur le personnel, comme la maladie, des problèmes de santé ou l'incapacité de se rendre au travail ou de faire du télétravail. Par ailleurs, les événements météorologiques extrêmes peuvent limiter le temps que nos employés peuvent passer sur le terrain, entraînant des retards de projet ou des pertes de revenus. Le risque d'interruption de nos activités est exacerbé par le nombre croissant et la gravité des événements météorologiques extrêmes. Chacun de ces facteurs pourrait entraîner des risques financiers pour les activités de Stantec ou avoir par ailleurs une incidence défavorable importante sur sa situation financière.

Stantec dispose d'un plan de continuité des activités solide, de bureaux situés partout dans le monde et d'un personnel généralement en mesure de travailler à distance, ce qui réduit au minimum l'incidence des perturbations régionales causées par les changements climatiques sur l'ensemble de ses activités. En outre, notre expertise nous permet de participer à la planification de la préparation aux catastrophes et à la remise en état des infrastructures, et d'aider à la reconstruction des communautés touchées par des événements météorologiques violents.

Des événements de force majeure peuvent avoir une incidence négative sur notre capacité à exécuter notre stratégie, à exploiter nos activités ou à maintenir notre performance financière.

Les bureaux, l'infrastructure informatique, les sites de projets et le personnel de Stantec peuvent être touchés par des événements indépendants de notre volonté, tels que des pandémies, des catastrophes naturelles, des conditions météorologiques extrêmes, des pannes de télécommunications et des actes de guerre ou de terrorisme. De tels événements pourraient avoir une incidence défavorable sur la santé et la sécurité de nos employés, ainsi que sur notre entreprise, nos activités et nos résultats financiers.

Le solide programme de continuité des activités de Stantec et la diversité de nos régions géographiques, de nos secteurs d'activité et de nos clients nous aident à gérer les risques; toutefois, un événement important pourrait avoir une incidence sur notre capacité à exercer nos activités et pourrait mettre nos employés et nos clients en danger.

Les réclamations et les litiges contre nous pourraient avoir une incidence défavorable sur nos activités.

Dans le cours normal de nos activités, Stantec peut être menacée ou désignée comme défendeur dans des réclamations ou d'autres procédures judiciaires. La défense d'une poursuite peut nécessiter des ressources financières et l'attention de la direction et pourrait entraîner des amendes, des pénalités, des dommages-intérêts, des frais juridiques importants ou une injonction. Même si Stantec réussit à se défendre contre une poursuite, sa réputation pourrait être entachée. La menace d'une perte importante – comme le dépôt d'une poursuite pour vice de conception contre Stantec pour des dommages-intérêts qui dépassent les limites de son assurance responsabilité professionnelle – pourrait avoir une incidence défavorable sur nos activités, et ce, même si après plusieurs années de procédures judiciaires de longue durée, Stantec n'était pas tenue responsable de la perte ou de la réclamation. Ce risque a été plus élevé au cours des dernières années que pour les années précédentes en raison de la complexité des projets auxquels nous participons actuellement, ainsi que de l'augmentation du nombre de poursuites dans le secteur et du durcissement du marché de l'assurance.

Si nous ne sommes pas en mesure de trouver des cibles d'acquisition convenables, de contrôler les risques liés aux acquisitions ou de gérer avec succès notre programme d'intégration des acquisitions, nos activités et nos résultats d'exploitation pourraient en subir les contrecoûts.

Un élément clé de la stratégie de croissance de Stantec consiste à réaliser des acquisitions qui renforcent sa présence dans les principaux secteurs d'activité et secteurs géographiques et qui stimulent sa croissance interne. Lorsqu'il s'agit de repérer des cibles d'acquisition, Stantec peut faire face à une forte concurrence d'autres acquéreurs, ce qui peut exercer une pression à la hausse sur les prix d'achat. Il peut être plus difficile de trouver des cibles d'acquisition convenables, celles-ci peuvent être disponibles pour une période plus courte et peuvent être assorties de multiples ou de modalités défavorables. L'expansion dans de nouvelles zones géographiques peut nécessiter des ressources importantes pour identifier de nouveaux risques, adapter de manière appropriée le processus de diligence raisonnable en matière d'acquisition et intégrer avec succès les sociétés acquises.

Les acquisitions et les intégrations comportent de nombreux risques et incertitudes qui pourraient avoir une incidence défavorable sur les avantages prévus et qui pourraient en fin de compte avoir une incidence négative sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation. L'incapacité d'intégrer efficacement et en temps opportun les sociétés acquises pourrait nous empêcher d'atteindre les objectifs clés de notre programme d'acquisition, notamment l'élargissement de notre gamme de services professionnels, la pénétration du marché, la rentabilité et la présence géographique.

Les risques liés à l'acquisition et à l'intégration de sociétés comprennent notamment les suivants :

- d'importantes dépenses en trésorerie, émissions d'actions ou création ou reprise de dettes peuvent être requises;
- notre capacité à identifier et à quantifier tous les risques importants au cours du processus de contrôle diligent;
- la prise en charge de certains passifs liés à une entreprise acquise, connus ou non;
- notre capacité de réaliser des acquisitions selon des modalités et des conditions acceptables, ou dans les délais prévus;

- la possibilité d'une diminution du bénéfice d'exploitation ou des marges d'exploitation par suite d'une acquisition, ou notre incapacité à recouvrer les investissements effectués dans le cadre d'une acquisition;
- l'exposition de Stantec aux risques liés à l'exploitation, à la sécurité de l'information, aux contrôles internes et à la cybersécurité en raison du retard dans la transition du personnel, des technologies de l'information et des systèmes de gestion financière de l'entreprise acquise;
- les coûts engagés pendant le processus d'intégration, qui peuvent être importants;
- une perturbation de l'entreprise acquise dans le cadre de l'intégration, y compris les relations avec le personnel clé, les clients et d'autres personnes;
- une perturbation des flux de trésorerie résultant du processus de migration financière lié à l'intégration de l'entreprise acquise.

L'un ou l'autre de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable sur les activités de Stantec et entraîner des coûts, des retards, des perturbations ou d'autres problèmes financiers ou d'exploitation.

Il y a des exigences de conformité supplémentaires et des risques en tant qu'entrepreneur gouvernemental.

Stantec fournit des services aux agences gouvernementales et, à ce titre, nous sommes soumis à des conditions contractuelles uniques et à diverses lois et réglementations qui s'appliquent aux entrepreneurs gouvernementaux. Certaines de ces modalités contractuelles et politiques gouvernementales connexes peuvent, entre autres, permettre au gouvernement de résilier un contrat pour des raisons de commodité ou nous empêcher d'équilibrer équitablement la responsabilité. En outre, les lois et règlements applicables imposent souvent des exigences supplémentaires et certaines pourraient contrôler ou restreindre la façon dont nous exerçons nos activités. Le respect de ces exigences pourrait nécessiter des contrôles internes supplémentaires et augmenter les coûts, ainsi que l'ajout d'une surveillance réglementaire supplémentaire. De plus, l'examen par le gouvernement de la conformité des entrepreneurs à ces lois et règlements au moyen d'audits et d'enquêtes est inhérent à la passation de marchés avec le gouvernement et, à l'occasion, nous pouvons recevoir des demandes de renseignements, des assignations à comparaître et des demandes semblables relativement à nos activités en cours avec des entités gouvernementales. Le défaut de se conformer aux modalités d'un contrat gouvernemental ou aux lois, règlements et politiques applicables, ou toute violation découlant d'une vérification ou d'une enquête, pourrait entraîner la résiliation d'un contrat, une responsabilité civile ou criminelle, des pénalités, la suspension ou la radiation de l'admissibilité à l'attribution de nouveaux contrats gouvernementaux ou au renouvellement d'options et pourrait également nuire à la réputation de Stantec, à sa position sur le marché et à ses produits des activités ordinaires.

Stantec fournit également des services dans le cadre de contrats classifiés ou soumis à des restrictions de sécurité. L'incapacité de gérer les exigences de contrats classifiés ou la mauvaise gestion de renseignements classifiés pourrait nuire aux intérêts des principaux clients, porter atteinte à la réputation de Stantec et entraîner une perte financière. Dans l'exécution de contrats classifiés, Stantec est tenue de respecter certaines exigences liées à sa propriété étrangère, son contrôle ou son influence. En outre, les employés de Stantec qui participent à des contrats classifiés pourraient être tenus d'obtenir et de conserver des attestations de sécurité. Le non-respect de ces exigences ou l'incapacité de conserver les autorisations de sécurité pourrait faire en sorte que Stantec perde la capacité d'exécuter des contrats classifiés.

La baisse de la demande pour les services de Stantec pourrait avoir une incidence sur les produits d'exploitation, le carnet de commandes et les projections de croissance interne de la Société.

La demande pour nos services est sensible à la conjoncture et aux événements économiques. À mesure que nous étendons notre présence mondiale, nous sommes exposés aux risques géopolitiques et aux fluctuations macroéconomiques. L'inflation, la hausse des taux d'intérêt, les fluctuations des taux de change, la volatilité des marchés financiers et des marchés des marchandises et les perturbations des marchés du crédit pourraient avoir une incidence défavorable sur la volonté et la capacité de nos clients à affecter des capitaux ou à obtenir du crédit pour financer leurs activités selon des modalités acceptables. Cette situation pourrait avoir une incidence sur leur capacité de nous payer, ou de nous payer à temps pour nos services, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur notre carnet de commandes, notre fonds de roulement, notre bénéfice et nos flux de trésorerie. Nos clients du secteur public peuvent réaffecter ou réduire leurs dépenses en raison d'un environnement macroéconomique défavorable ou d'événements géopolitiques, ce qui pourrait également se répercuter sur la demande pour nos services ou sur notre carnet de commandes.

Nos clients peuvent chercher à réduire, modifier ou annuler les services qu'ils achètent ou exiger des conditions contractuelles plus favorables, notamment des prix plus bas. Nous pouvons faire face à une concurrence accrue du fait des conditions économiques, ce qui pourrait nous obliger à prendre en considération des modalités contractuelles défavorables qui réduiraient les produits et les marges et accroîtraient notre responsabilité. De plus, notre marge des projets, qui correspond aux produits des activités ordinaires nets moins les coûts salariaux directs, peut être touchée par l'inflation des salaires et les difficultés à récupérer une main-d'œuvre accrue grâce à nos taux contractuels.

De plus, notre « carnet de commandes », que nous définissons comme étant la valeur totale de tous les contrats qui ont été octroyés moins la valeur totale des travaux effectués sur ces contrats à la date de clôture, peut subir l'incidence de retards, de suspensions, d'annulations ou d'ajustements de la portée des projets qui peuvent survenir de temps à autre en raison de considérations indépendantes de la volonté de Stantec. Les contrats de Stantec peuvent contenir des dispositions qui permettent au client de résilier le contrat en nous fournissant un avis dans un délai spécifié. Si un ou plusieurs contrats importants étaient résiliés, le carnet de commandes déclaré de Stantec pourrait être affecté négativement.

Si nos secteurs d'activité étaient touchés par la conjoncture économique ou sociale, la réduction des dépenses en immobilisations dans les secteurs public et privé, la modification de la demande pour les types de projets ou le report ou l'annulation de projets, nous pourrions avoir de la difficulté à accroître notre part de marché et à atteindre nos objectifs de croissance interne.

L'incapacité de maintenir des pratiques de gestion de l'exploitation efficaces pourrait avoir une incidence défavorable sur la situation financière et les résultats d'exploitation de Stantec.

Pour que Stantec atteigne ses objectifs, nos processus internes, notamment les outils de facturation et de recouvrement, la gestion de projets, la gestion des sous-traitants, les frais généraux administratifs, la participation à des partenariats et le taux d'utilisation du personnel de Stantec, doivent être gérés efficacement.

Les risques suivants peuvent entraîner des coûts supplémentaires, une baisse des bénéfices ou des pertes de projet :

Comptes irrécouvrables ou longs cycles de recouvrement

En tout temps, Stantec a inscrit un montant important de débiteurs à son bilan, attribuable à de nombreux contrats et clients. Bien que nous procédions régulièrement à l'examen des débiteurs afin d'identifier les clients dont les paiements sont en souffrance et de résoudre les problèmes causant des retards, rien ne garantit que les débiteurs en souffrance seront payés en temps opportun ou qu'ils le seront.

Des inefficacités dans la facturation des clients ou des retards subis en raison de l'intégration des entreprises acquises pourraient augmenter le temps nécessaire pour convertir en trésorerie nos créances non facturées, nos créances clients et autres débiteurs et nos actifs sur contrat. Des retards dans la facturation et le recouvrement des débiteurs pourraient avoir une incidence sur nos flux de trésorerie liés à l'exploitation et obliger Stantec à augmenter ses emprunts afin de respecter les exigences en matière de fonds de roulement.

Utilisation

Notre incapacité à gérer efficacement la main-d'œuvre de la Société et à maintenir une utilisation adéquate (définie comme le nombre d'heures de travail facturables par nos professionnels aux clients) peut entraîner une baisse de la rentabilité et des marges. Les facteurs suivants peuvent avoir une incidence sur l'utilisation : notre capacité à répartir correctement les ressources entre les projets et à transférer rapidement le personnel vers de nouveaux projets, le rythme auquel nous intégrons les professionnels à la suite d'une acquisition, la qualité de nos procédures et systèmes internes, de même que nos pratiques relatives à la formation du personnel et à la continuité de l'expertise professionnelle.

Dépassement des coûts sur les contrats à prix fixe

Le profil de nos contrats comprend des contrats à prix fixe et à prix forfaitaire fondés sur des estimations des coûts et des échéanciers ainsi que des hypothèses concernant la productivité, le rendement, la conjoncture économique future et la disponibilité de personnel expérimenté ainsi que de matériaux et d'équipement. Si nos estimations et hypothèses étaient inexactes, ou s'il y a des changements dans la portée ou le calendrier d'un projet ou dans les coûts de la main-d'œuvre, de l'équipement et des matériaux, des dépassements de coûts pourraient survenir. Par conséquent, Stantec pourrait connaître une baisse de ses bénéfices, subir des pertes aux termes de ces contrats ou faire l'objet de réclamations en dommages-intérêts si elle ne respectait pas les délais ou les exigences en matière de rendement. Si les dépassements de coûts avaient une incidence sur plusieurs contrats, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur notre performance financière.

Incapacité de gérer la performance des sous-traitants

La réalisation rentable de certains contrats dépend de la bonne performance des sous-traitants et sous-conseillers. Si ces tiers ne s'acquittent pas de leurs tâches selon des normes acceptables ou ne respectent pas l'échéancier prévu dans le contrat, Stantec pourrait devoir embaucher d'autres personnes pour s'acquitter de ces tâches, ce qui pourrait augmenter les coûts d'un contrat, nuire à la rentabilité et, dans certains cas, entraîner des pertes et des réclamations importantes.

Nous pourrions subir une incidence défavorable du fait de notre participation à des partenariats

Dans le cadre de sa stratégie d'entreprise, Stantec pourrait conclure des partenariats, comme des sociétés de personnes ou des coentreprises, dont le contrôle serait partagé avec des tiers non membres de son groupe. Pour certains projets, nous avons une responsabilité contractuelle conjointe et solidaire avec ces parties. Dans certains cas, ces partenariats peuvent ne pas être assujettis aux mêmes contrôles internes (à l'égard de l'information financière et autres) que ceux que nous appliquons. Le défaut d'un membre d'un partenariat de se conformer aux règles, aux règlements et aux exigences du client pourrait nuire à la réputation, aux activités et à la situation financière de Stantec. Nous tentons d'atténuer ces risques au moyen d'ententes d'indemnisation mutuelles entre les participants à la coentreprise, qui rendent chaque partie responsable des dommages découlant de son propre rendement.

L'exposition à des politiques, réglementations, normes et lois nouvelles ou modifiées ou une nouvelle exposition à des lois existantes pourraient avoir une incidence défavorable sur nos activités commerciales et nos résultats.

Le modèle d'entreprise de Stantec comprend un éventail d'unités d'exploitation et de territoires, chaque territoire ayant ses propres règles et règlements. À mesure que nous poursuivons notre croissance géographique et diversifions notre entreprise, le respect de nouvelles lois, de nouveaux règlements et de nouvelles normes pourrait augmenter de façon importante nos coûts; la non-conformité pourrait avoir une incidence importante sur notre réputation et nos résultats.

Des lois et règlements assouplis ou abrogés pourraient également influencer sur nos produits des activités ordinaires si la demande pour nos services changeait.

La conformité aux normes de sécurité de l'information, telles que celles imposées par le National Institute of Standards and Technology 800-171 du département du Commerce des États-Unis, la Defense Federal Acquisition Regulations, Systems and Organization Controls (SOC) 2 et la norme ISO 27001, est une exigence de plus en plus courante pour soumissionner pour des projets selon les exigences des clients et les cadres de conformité réglementaires. L'incapacité de satisfaire à ces exigences limiterait notre capacité à réaliser des projets.

De nouvelles barrières commerciales, des modifications des droits ou des taxes à la frontière et des modifications des lois, des politiques ou des réglementations régissant les secteurs dans lesquels nous travaillons pourraient entraîner une baisse de la demande pour nos services ou une augmentation des coûts. Il est impossible de prévoir ces changements ni leur incidence sur nos activités et nos clients.

Une défaillance de notre infrastructure de TI pourrait entraîner une interruption et la perte de données essentielles, ce qui aurait une incidence défavorable sur nos résultats d'exploitation.

Pour soutenir les opérations commerciales et rester compétitifs, nous nous appuyons fortement sur nos réseaux centraux et régionaux, notre infrastructure de serveurs et nos systèmes d'exploitation complexes, nos technologies de communication et de collaboration, nos logiciels de conception et nos applications commerciales. Une défaillance de notre infrastructure de TI pourrait entraîner une interruption des systèmes, la perte de données critiques et des retards de livraison, autant de facteurs qui pourraient avoir une incidence défavorable sur nos activités et nos résultats d'exploitation. De plus, nous devons continuellement mettre à niveau nos applications, nos systèmes et notre infrastructure de réseau, de sorte que nos activités sont équipées de manière adéquate pour gérer les processus d'entreprise et soutenir toutes les étapes de la gestion de projet. À mesure que Stantec continue à se développer par le biais d'acquisitions, notre infrastructure informatique doit être souple et adaptée aux intégrations et à l'ajout de sites et de personnel. L'incapacité à maintenir et à mettre à niveau notre infrastructure informatique en temps voulu et de manière efficace peut nuire à l'exécution des projets, aux intégrations, aux objectifs de croissance et, en fin de compte, à nos produits des activités ordinaires et à notre rentabilité.

Les fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt, l'inflation, la volatilité des marchés financiers et les perturbations des marchés du crédit peuvent limiter notre accès aux capitaux.

Plusieurs risques liés aux marchés financiers pourraient avoir une incidence sur nos activités, notamment le risque de change, l'inflation, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit, le risque de marché et la disponibilité des capitaux.

Bien que nous présentions nos résultats financiers en dollars canadiens, la plus grande partie de nos produits des activités ordinaires et de nos charges est générée ou engagée en devises autres que le dollar canadien (principalement en dollars américains, en livres sterling et en dollars australiens). Les fluctuations des taux de change entre le dollar canadien et les monnaies des territoires étrangers où nous exerçons nos activités pourraient avoir une incidence sur nos résultats financiers.

Nos facilités de crédit portent intérêt à un taux variable et, par conséquent, nos charges d'intérêts ont subi l'incidence des récentes hausses des taux d'intérêt. Nos billets de premier rang non garantis ont réduit notre exposition aux taux variables. Nous sommes exposés au risque de taux d'intérêt et au risque de prix du marché dans la mesure où nos placements détenus au titre des passifs d'autoassurance comprennent des obligations d'État et de sociétés à taux fixe et des fonds d'actions. Nous sommes également exposés aux variations du cours de nos actions, puisque l'obligation aux termes de notre régime incitatif à long terme réglé en trésorerie est fondée sur le cours de nos actions. Nos plans d'expansion pourraient être restreints à défaut d'avoir un accès continu à des capitaux d'emprunt ou à des capitaux propres selon des modalités acceptables. Ces facteurs pourraient avoir une incidence négative sur notre compétitivité et nos résultats d'exploitation.

De plus amples renseignements sur les risques de marché auxquels nous sommes exposés sont présentés à la rubrique « Instruments financiers et risque de marché » de notre rapport de gestion. De temps à autre, nous concluons des contrats de manière à gérer les risques de fluctuation du marché.

De plus, ces fluctuations du marché pourraient avoir une incidence négative sur la capacité de nos clients à déployer des capitaux ou à obtenir du crédit pour financer leurs activités selon des modalités acceptables, ce qui aurait une incidence sur leur demande pour nos services et sur la capacité de nos clients à payer pour nos services.

Des lacunes dans les contrôles internes à l'égard de l'information financière pourraient avoir une incidence défavorable sur la situation financière et les résultats d'exploitation de Stantec.

Un système de contrôle, aussi bien conçu et exploité soit-il, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non absolue, quant à la fiabilité de notre information financière et à la préparation de nos états financiers. Toute déficience de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière et de nos contrôles et procédures de communication de l'information pourrait entraîner une inexactitude importante dans nos états financiers annuels ou intermédiaires qui pourrait ne pas être évitée ou détectée en temps opportun. La découverte d'une déficience ou d'une combinaison de déficiences des contrôles qui entraîne une faiblesse significative ferait en sorte que la direction et nos auditeurs indépendants signaleraient une faiblesse significative dans leur rapport sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Si nous ne maintenons pas un personnel, des processus et des contrôles financiers et de gestion adéquats, nous pourrions ne pas être en mesure de présenter avec exactitude notre rendement financier en temps opportun, ce qui pourrait entraîner une baisse du cours de nos actions et nuire à notre capacité de réunir des capitaux. L'incapacité de présenter avec exactitude notre rendement financier en temps opportun pourrait également compromettre notre inscription continue à la cote de la Bourse de Toronto (« TSX »), de la New York Stock Exchange (« NYSE ») ou de toute autre bourse à la cote de laquelle nos actions ordinaires pourraient être inscrites.

Stantec évolue dans un secteur hautement concurrentiel.

Nos services professionnels couvrent toutes les phases du cycle de vie du projet : planification, conception, administration de la construction, mise en service, exploitation et maintenance, déclassé et assainissement. Dans tous ces domaines, nous sommes en concurrence avec d'autres grandes entreprises multinationales de services professionnels, ainsi qu'avec des entreprises diversifiées (société de conseil, sous-traitants) et des fournisseurs locaux, plus petits et spécialisés. Compte tenu de la demande croissante pour les services que nous offrons, d'autres concurrents émergeront probablement. Notre incapacité à livrer une concurrence efficace pourrait avoir une incidence sur notre capacité à remporter des projets et pourrait entraîner une baisse des produits des activités ordinaires, de la rentabilité et de la part de marché.

Pour un projet donné, le type et le nombre de concurrents varient et dépendent de facteurs comme l'envergure du projet, l'emplacement géographique, les marchés ou secteurs finaux, les modalités et les risques commerciaux et contractuels, les compétences et l'expertise techniques, les restrictions imposées par les clients, ainsi que les ressources financières et de marketing d'un concurrent, son appétit pour le risque, sa réputation, son expérience et son dossier en matière de sécurité. Nos concurrents peuvent également conclure des ententes de collaboration ou d'autres relations entre eux ou avec des tiers afin d'accroître leur avantage concurrentiel et leur capacité à répondre aux besoins et aux exigences des clients.

Le rythme auquel nous adoptons et utilisons les innovations et les nouvelles technologies, ainsi que notre façon de faire à cet égard, peuvent influencer sur nos offres de services, la réalisation des projets, notre position concurrentielle et notre marque.

Stantec s'efforce de faire progresser ses offres de services dans les domaines des technologies numériques et des services-conseils scientifiques, et notre capacité à utiliser les technologies nouvelles et émergentes est liée aux objectifs stratégiques et aux aspirations de croissance de la Société. Notre incapacité à tirer parti des avancées technologiques et autres d'une manière rentable, légale et cybersécurisée peut nuire à notre capacité à être compétitifs, à conserver nos clients existants et à en attirer de nouveaux. La mise en œuvre de nouvelles technologies engendre cependant des risques supplémentaires. Par exemple, l'utilisation de l'intelligence artificielle comporte des risques liés à l'exactitude, à la fiabilité et à la confidentialité de l'information. Notre incapacité à mettre en œuvre des politiques et des pratiques visant à équilibrer l'utilisation des nouvelles technologies avec les risques connexes peut influencer sur l'étendue de nos offres de services, la réalisation des projets, notre position concurrentielle et notre réputation.

La non-disponibilité de la couverture d'assurance d'un tiers augmenterait notre exposition globale au risque et perturberait la gestion de nos activités commerciales.

Nous souscrivons une assurance (y compris une assurance responsabilité professionnelle propre à un projet) auprès d'assureurs tiers dans le cadre de notre stratégie globale de gestion des risques et parce que certains de nos contrats nous obligent à maintenir des limites de couverture d'assurance spécifiques. Si l'un de nos assureurs tiers faisait faillite, choisissait de quitter un marché couvert par l'assurance ou était autrement incapable de nous fournir une couverture d'assurance adéquate à des taux raisonnables sur le plan commercial, notre exposition globale au risque et nos charges d'exploitation augmenteraient et la gestion de nos activités d'exploitation s'en trouverait perturbée. De plus, rien ne garantit que l'une ou l'autre de nos couvertures d'assurance existantes sera renouvelable à l'expiration de la période de couverture ou que la couverture future sera abordable aux limites requises.

Nous pourrions être touchés de façon défavorable par des violations de la *Foreign Corrupt Practices Act* des États-Unis et des lois anticorruption mondiales similaires.

La loi des États-Unis intitulée *Foreign Corrupt Practices Act*, la loi du Royaume-Uni intitulée *Bribery Act*, la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* du Canada et les lois anticorruption mondiales similaires interdisent généralement aux sociétés et à leurs intermédiaires de verser des paiements inappropriés à des fonctionnaires pour obtenir ou conserver des contrats. Stantec opère dans de nombreuses régions du monde qui sont aux prises avec la corruption des autorités gouvernementales.

Nous formons nos employés pour qu'ils respectent rigoureusement les lois anticorruption, et nos politiques interdisent aux employés d'offrir ou d'accepter des pots-de-vin, même lorsqu'un respect strict des lois anticorruption peut entrer en conflit avec les coutumes et pratiques locales. Nous avons mis en place des processus afin d'informer nos partenaires, sous-conseillers, fournisseurs et agents qui travaillent avec nous ou travaillent en notre nom au sujet de la conformité aux lois anticorruption.

Malgré les politiques, la formation et les programmes de conformité de Stantec, nous ne pouvons garantir que nos contrôles internes, nos politiques et nos procédures nous protégeront toujours contre les actes involontaires, insoucients ou criminels commis par des employés ou d'autres personnes. Les violations réelles ou alléguées pourraient perturber nos activités et avoir une incidence défavorable importante sur nos résultats d'exploitation ou notre situation financière. Les litiges ou les enquêtes relatifs à des allégations pourraient être coûteux et chronophages pour la direction et nuire à notre réputation, et ce, même si nous sommes ultimement acquittés.

La dépréciation d'actifs à long terme ou les activités de restructuration pourraient nous obliger à comptabiliser une charge importante aux résultats.

Nos actifs à long terme, y compris notre goodwill, nos actifs loués, nos immobilisations incorporelles et autres, sont soumis à des tests de dépréciation périodiques. Des changements dans notre environnement commercial, dans l'étendue de nos activités et dans la rationalisation des bureaux pourraient entraîner des charges de restructuration ou de dépréciation d'actifs.

L'incapacité à déployer un plan fiscal adéquat pourrait nuire considérablement à l'efficacité globale du capital de Stantec.

La présence mondiale de Stantec et son expansion dans de nouvelles régions géographiques entraînent un profil fiscal complexe qui est géré par les fiscalistes internes de la Société et par des conseillers externes. Bien que nous maintenions un profil fiscal à faible risque en utilisant les principes comptables et fiscaux pour déterminer les positions fiscales, la complexité des diverses lois fiscales mondiales et nationales et la réforme fiscale mondiale en cours présentent des risques pour notre organisation. Si nos calculs des avantages et des passifs fiscaux diffèrent ou ne sont pas reconnus par les autorités fiscales compétentes ou si le taux d'imposition effectif de la Société change, cela peut avoir une incidence importante sur nos résultats nets et nos flux de trésorerie. En outre, la Société peut engager des dépenses supplémentaires si d'autres ressources sont nécessaires pour suivre et interpréter l'évolution des règles et règlements fiscaux, pour répondre aux audits ou pour défendre sa position fiscale.

Dans certains territoires, Stantec compte des régimes de retraite à prestations déterminées dont la position en excédent ou déficit net peut fluctuer. Les positions déficitaires des régimes pourraient augmenter dans l'avenir, et ainsi exiger des cotisations en trésorerie plus élevées.

Stantec compte des régimes de retraite à prestations déterminées étrangers pour certains employés. Dans l'avenir, le déficit ou l'excédent de nos régimes de retraite pourrait augmenter ou diminuer en fonction notamment des fluctuations des taux d'intérêt, du rendement des régimes de retraite, de l'inflation et des taux de mortalité. Si nous étions obligés ou choisissons de combler la totalité ou une partie du déficit des régimes à prestations non capitalisés sur une courte période, nos flux de trésorerie pourraient en subir les contrechocs importants. Pour atténuer en partie le risque de volatilité lié à nos positions déficitaires au titre des régimes de retraite, certains de nos régimes de retraite comprennent des contrats de rentes collectives et de rentes garanties qui appartiennent aux flux de trésorerie futurs provenant des contrats de rente au calendrier des paiements futurs requis en vertu de ces régimes.

Gérer nos risques

Activités mondiales

Nous gérons nos activités grâce à une combinaison de contrôles centralisés et décentralisés qui traitent les aspects uniques des différents marchés, cultures et territoires dans lesquels nous sommes présents.

Notre approche d'intégration des sociétés acquises consiste à mettre en œuvre des systèmes de technologie de l'information et de gestion financière à l'échelle de l'entreprise et à fournir des services de soutien à partir des bureaux centraux et régionaux.

Modèle d'affaires

Notre modèle d'affaires, basé sur la géographie, la spécialisation des unités d'exploitation et la diversification du cycle de vie, réduit notre dépendance vis-à-vis d'un secteur ou d'un moteur économique particulier. Nous avons l'intention de diversifier davantage notre présence géographique et notre offre de service et de nous concentrer sur les principaux secteurs de clientèle. Nous pensons que cela réduira notre sensibilité aux cycles économiques propres aux secteurs et aux régions et nous aidera à tirer parti des économies d'échelle dans le secteur hautement fragmenté des services professionnels.

Nous croyons que nous sommes bien positionnés pour livrer concurrence dans nos marchés en raison de notre cadre axé sur le client et de notre capacité à nous distinguer de nos pairs grâce à nos mesures en matière de durabilité, d'innovation, d'inclusion et de diversité et d'efficacité de l'exploitation. Notre approche axée sur le client, nos connaissances et l'exécution réussie de nos projets nous amènent souvent à nous voir confier des travaux par les mêmes clients, y compris sur la base d'un fournisseur unique. En outre, notre expérience réussie en matière d'acquisition et d'intégration d'entreprises nous permet également d'avoir un avantage concurrentiel, ainsi qu'une expertise technique et de gestion, une prestation de services efficace et un programme d'innovation robuste.

Nous nous distinguons également de nos concurrents en concluant des contrats de grande et de petite envergure assortis de montants d'honoraires variables. Nous travaillons sur des dizaines de milliers de projets pour des milliers de clients dans des centaines d'emplacements. Notre large éventail de projets renforce notre identité de marque et nous permet de ne pas compter exclusivement sur quelques grands projets pour tirer nos produits des activités ordinaires. Nous prévoyons continuer de réaliser des acquisitions sélectives, ce qui nous permettra d'augmenter notre pénétration du marché et d'accroître et de diversifier nos produits des activités ordinaires.

Processus et systèmes efficaces

Notre système de gestion mondial fournit un cadre rigoureux et responsable pour la gestion des risques, la qualité des résultats, la santé et la sécurité au travail et la conformité environnementale. Les activités de Stantec (à l'exception des acquisitions récentes) sont certifiées ou respectent les exigences des normes consensuelles ISO reconnues à l'échelle internationale suivantes :

ISO 9001:2015 (*Système de management de la qualité*)

ISO 14001:2015 (*Système de management environnemental*)

ISO 45001:2018 (*Système de management de la santé et de la sécurité au travail*)

ISO/IEC 20000-1:2018 (*Technologies de l'information – Gestion des services*)

ISO/IEC 27001:2013 (*Systèmes de management de la sécurité de l'information*)

Stantec a obtenu la certification ISO mondiale pour la majeure partie de ses activités et de ses secteurs géographiques en ce qui a trait aux normes de gestion de la qualité, de gestion de l'environnement, de gestion de la santé et de la sécurité au travail et de gestion de la sécurité de l'information, ce qui s'écarte des certifications propres à chaque pays qu'elle détenait auparavant.

Dans toute notre organisation, nous utilisons un cadre de gestion de projet qui confirme et clarifie les attentes de Stantec envers ses chefs et équipes de projet. Ce cadre comprend les tâches essentielles qui ont une incidence sur la gestion des risques et l'atteinte de la qualité des projets typiques.

Notre processus d'audit des pratiques internes nous permet d'évaluer la conformité des opérations aux exigences de notre système de gestion mondial. Cela garantit que tous les bureaux et laboratoires sont audités au moins une fois sur la durée de trois ans de nos enregistrements ISO 9001, ISO 14001 et ISO 45001. De plus, des évaluations sur le terrain sont effectuées pour les projets liés à la construction. Nous avons mis en place un processus d'amélioration officiel pour encourager les suggestions d'amélioration, remédier aux non-conformités, promouvoir l'analyse des causes profondes et consigner les mesures et les responsabilités de suivi.

Nos projets les plus importants et les plus complexes sont soutenus par des équipes affectées aux grands projets, qui fournissent des services spécialisés de gestion de programmes et de projets au sein de chacune de nos unités d'exploitation.

Notre programme complet de sécurité informatique (cybersécurité) est conçu pour prédire, prévenir, détecter et réagir. Les principales initiatives comprennent des politiques, des pratiques et des procédures détaillées en matière de sécurité et d'utilisation acceptable; des campagnes de sensibilisation à l'intention du personnel (y compris une formation obligatoire sur la cybersécurité); et un éventail d'initiatives en matière de sécurité pour l'application des normes de sécurité, y compris des tests d'intrusion réguliers. Notre équipe intégrée d'intervention en cas d'incident de sécurité est liée à notre plan de communication en cas de crise afin de s'assurer que les protocoles d'intervention en cas d'incident sont conformes à nos plans d'intervention globaux.

Nous investissons des ressources dans notre équipe de gestion des risques. Les membres de l'équipe fournissent un soutien et des conseils à l'échelle de l'entreprise sur les pratiques et procédures d'évitement des risques. Des évaluations structurées des risques sont effectuées avant que nous commencions à réaliser des projets comportant des facteurs de risque accrus ou uniques.

Assurance

Nos polices incluent, sans toutefois s'y limiter, les types d'assurances suivants : responsabilité civile générale; responsabilité civile automobile et responsabilité de l'employeur relativement à l'indemnisation pour dommages corporels des travailleurs; responsabilité des administrateurs et des dirigeants; responsabilité professionnelle, environnement et cyberrisque; fiduciaire et criminalité. Nous avons des sociétés d'assurances captives réglementées ou agréées pour financer le paiement des montants autoassurés en responsabilité professionnelle liés aux réclamations ainsi que certains types de polices d'assurance, comme les pratiques en matière d'emploi et la réassurance en excédent de pertes médicales. Nous ou nos clients souscrivons une assurance responsabilité professionnelle propre à un projet lorsque nécessaire ou lorsque nous en avons besoin pour des projets importants ou complexes.

Gestion de la croissance

Nous avons un programme d'acquisition et d'intégration géré par une équipe d'expansion de l'entreprise spécialisée qui est responsable de ce qui suit :

- Identification et évaluation des candidats à l'acquisition
- Engagement et coordination de la diligence raisonnable
- Négociation et clôture des transactions
- Intégration des structures et des systèmes (dès que possible après une acquisition) des employés et des dirigeants (immédiatement)

Afin de gérer les risques associés au processus d'intégration, nous confions la responsabilité de l'intégration des acquisitions à l'équipe de l'expansion de l'entreprise, qui a élaboré, grâce à l'apprentissage continu et à l'expérience, une approche exhaustive qui aborde chaque étape de l'intégration, à Stantec, d'une entreprise acquise. Un responsable régional ou d'affaires principal est également nommé pour chaque acquisition. Nous avons mis en œuvre un modèle hybride de travail sur place et à distance, qui réduit les charges administratives et qui est adaptable en fonction des restrictions de voyage ou à d'autres règles.

Liquidité du capital

Nous répondons à nos besoins de liquidités en capital et finançons notre stratégie d'acquisition par diverses sources, notamment les liquidités générées par l'exploitation, les emprunts à court et à long terme sur nos facilités de crédit de premier rang consortiales (facilité de crédit renouvelable de 800 M\$, emprunt à terme de 310 M\$ et accès à des fonds additionnels de 600 M\$), 550 M\$ en billets de premier rang non garantis, une facilité de crédit à terme bilatérale non garantie (100 M\$), une facilité de crédit multidevises non garantie non engagée (20 M€) et l'émission d'actions ordinaires.

Contrôles et procédures

Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus de manière à s'assurer que l'information que nous sommes tenus de communiquer dans les rapports déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières est enregistrée, traitée, résumée et présentée en temps opportun et qu'elle est cumulée et communiquée à la direction, y compris à notre chef de la direction et à notre chef des finances, le cas échéant, afin de permettre la prise de décisions en temps opportun concernant la communication de l'information.

Sous la supervision et avec la participation de la direction, y compris notre chef de la direction et notre chef des finances, nous avons procédé à une évaluation de l'efficacité de nos contrôles et procédures de présentation de l'information (tels qu'ils sont définis dans les règles adoptées par la Securities and Exchange Commission (« SEC ») aux États-Unis et, au Canada, par le *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*). À la lumière de cette évaluation, notre chef de la direction et notre chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces au 31 décembre 2023.

Comme le permettent les directives publiées par la SEC des États-Unis, l'évaluation et les conclusions de la direction à l'égard de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière excluaient les contrôles internes des activités acquises de Environmental Systems Design, Inc., dont les résultats financiers sont inclus dans les états financiers consolidés audités de 2023 de la Société, car elles ont été acquises en 2023 par la Société par le biais d'un regroupement d'entreprises. Au 31 décembre 2023, le total de l'actif et du passif de cette entité représentait 0,7 % et 0,6 %, respectivement, du total de l'actif et du passif de la Société. Le total des produits des activités ordinaires bruts gagnés entre la date d'acquisition et le 31 décembre 2023 représente 1,1 % des produits des activités ordinaires bruts de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière est un processus visant à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers aux fins externes selon les normes IFRS de comptabilité. Un système de contrôle, aussi bien conçu et exploité soit-il, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non absolue, quant à la fiabilité de notre information financière et à la préparation de nos états financiers. Par conséquent, la direction, y compris le chef de la direction et le chef des finances, ne s'attend pas à ce que le contrôle interne à l'égard de l'information financière permette de prévenir ou de détecter toutes les erreurs et toutes les fraudes.

Le rapport annuel de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière et le rapport des auditeurs indépendants sur les contrôles internes accompagnent nos états financiers consolidés audités de 2023.

Aucun changement n'a été apporté à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Nous continuerons d'examiner périodiquement nos contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que notre contrôle interne à l'égard de l'information financière et pourrions y apporter des modifications à l'occasion si nous le jugeons nécessaire ou souhaitable.

Événements postérieurs à la date de clôture

Acquisitions

Le 8 janvier 2024, nous avons acquis la totalité des actions de ZETCON Ingenieure GmbH (« ZETCON »), une société d'ingénierie comptant 645 employés dont le siège social se trouve à Bochum, en Allemagne, et qui possède 13 bureaux couvrant toutes les grandes régions métropolitaines allemandes et un bureau en Autriche. ZETCON offre une solide plateforme de planification des infrastructures, d'inspection, de gestion de projet et de gestion de la construction. Cette acquisition renforce davantage les activités liées à l'unité Infrastructure du groupe d'UGT Activités mondiales.

Le 9 février 2024, nous avons acquis la totalité des actions de Morrison Hershfield Inc. (« Morrison Hershfield »), une société d'ingénierie et de gestion comptant 1 150 employés dont le siège social se trouve à Markham, en Ontario. Morrison Hershfield possède 22 bureaux en Amérique du Nord de même qu'un bureau en Inde. L'entreprise jouit d'une excellente réputation dans les secteurs du transport, des bâtiments et des services environnementaux. Cette acquisition renforce davantage les activités liées aux unités Infrastructure, Bâtiments et Services environnementaux des UGT Canada et États-Unis.

Dividendes

Le 28 février 2024, notre conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,21 \$ par action, payable le 15 avril 2024 aux actionnaires inscrits au 28 mars 2024.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Nos communications au public comprennent souvent des énoncés prospectifs écrits ou verbaux au sens de la *Private Securities Litigation Reform Act* des États-Unis et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs sont des informations concernant des événements, des conditions ou des résultats d'exploitation possibles qui sont fondées sur des hypothèses au sujet de la conjoncture économique ou des lignes de conduite futures et comprennent des perspectives financières ou de l'information financière prospective. Toute perspective financière ou information financière prospective contenue dans le présent rapport de gestion a été approuvée par la direction de Stantec. Ces perspectives financières ou informations financières prospectives sont présentées dans l'objectif de fournir des renseignements sur les attentes et les plans actuels de la direction concernant l'avenir.

Les énoncés prospectifs peuvent comprendre, sans s'y limiter, des commentaires concernant nos objectifs pour 2024 et par la suite, nos stratégies ou nos mesures futures, nos cibles, nos attentes à l'égard de notre situation financière ou du cours de nos actions, ou les résultats ou les perspectives de nos activités. Des déclarations de ce type peuvent être contenues dans des documents déposés auprès des autorités en valeurs mobilières ou dans d'autres communications et sont contenues dans le présent rapport de gestion. Les énoncés prospectifs contenus dans ce rapport de gestion comprennent, sans toutefois s'y limiter, les éléments suivants :

- Notre conviction selon laquelle les tendances mondiales entraînent une forte demande pour nos services;
- Notre conviction selon laquelle des occasions d'acquisitions importantes dans tous nos secteurs clés et dans toutes les zones géographiques continueront de se présenter;
- Notre conviction selon laquelle nos programmes de croissance en matière de marketing et de développement des affaires, combinés à notre solide expertise et à notre exceptionnelle collaboration, nous placent en bonne position pour tirer parti de la croissance interne qui nous attend;
- Notre conviction selon laquelle nous avons la bonne composition d'activités entre nos cinq unités d'exploitation commerciales pour répondre à la demande et que notre composition d'activités et notre diversification géographique croissante créent également de la résilience au sein de notre entreprise;

- Nos attentes à l'égard de notre plan stratégique de 2024 :
 - Nos trois initiatives de croissance stratégique seront au cœur de nos attentes d'une croissance interne continue;
 - Notre engagement en faveur d'une croissance stratégique par acquisitions et d'une augmentation de notre marge du BAIIA et de nos résultats grâce à l'exécution des projets et à l'efficacité opérationnelle.
- Nos prévisions, dans la section « Perspectives », portant sur nos objectifs et nos attentes pour 2024 :
 - Les produits des activités ordinaires nets enregistreront une croissance de 11 % à 15 %, avec une croissance interne des produits des activités ordinaires nets dans la partie moyenne à élevée de la fourchette à un chiffre.
 - La croissance interne aux États-Unis et dans les Activités mondiales se situera dans la partie moyenne à élevée de la fourchette à un chiffre, pouvant atteindre la partie inférieure de la fourchette à deux chiffres, alors que celle au Canada s'établira dans la partie moyenne de la fourchette à un chiffre.
 - Nous prévoyons une croissance par acquisitions des produits des activités ordinaires nets dans la partie moyenne de la fourchette à un chiffre du fait des acquisitions de ZETCON, de Morrison Hershfield et d'ESD.
 - Nous prévoyons que la marge du BAIIA ajusté se situera dans une fourchette de 16,2 % à 17,2 %, ce qui reflète la gestion toujours rigoureuse des charges administratives et de marketing afin de soutenir l'efficacité opérationnelle. La marge du BAIIA ajustée au premier trimestre et au quatrième trimestre de 2024 devrait se situer près ou en deçà de la limite inférieure de cette fourchette en raison des effets additionnels des facteurs saisonniers habituels dans l'hémisphère nord. Nous prévoyons passer à l'extrémité supérieure de la fourchette au cours du deuxième trimestre et du troisième trimestre de 2024, périodes où nous affichons habituellement une plus forte croissance interne des produits des activités ordinaires nets et une utilisation accrue dans nos activités.
 - Résultat net ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires nets supérieur à 8 %.
 - Croissance du résultat dilué par action ajusté de l'ordre de 12 % à 16 %.
 - RCI ajusté supérieur à 11 %.
 - Les autres attentes comprennent un taux d'imposition effectif (sans transactions distinctes) se situant dans une fourchette de 22,0 % à 23,0 %, un profil de résultats se situant entre 40 % et 45 % au premier trimestre et au quatrième trimestre et entre 55 % et 60 % au deuxième trimestre et au troisième trimestre, des dépenses en immobilisations en pourcentage des produits des activités ordinaires nets de l'ordre de 1,75 % à 2,25 %, un ratio dette nette/BAIIA ajusté se situant entre 1,0x et 2,0x et un délai de recouvrement des créances égal ou inférieur à 80.
- Nos perspectives positives pour un cycle pluriannuel solide en raison de la croissance du carnet de commandes;
- Notre prévision de cotiser environ 7 M\$ aux régimes de retraite en 2024;
- Nos estimations de l'incidence d'une augmentation ou d'une diminution du taux d'intérêt sur les soldes de notre facilité de crédit renouvelable et de nos emprunts à terme;
- Nos estimations de l'incidence d'une augmentation ou d'une diminution du risque de marché sur nos placements détenus au titre des passifs d'autoassurance pour les fonds d'actions et de l'augmentation ou de la diminution du cours de nos actions sur nos paiements à base d'actions réglés en trésorerie;
- Nos attentes présentées à la rubrique « Estimations comptables critiques »;
- Notre opinion selon laquelle la diversification de notre présence géographique et de notre offre de services, et la concentration sur les principaux secteurs clients réduiraient notre vulnérabilité aux cycles économiques propres à chaque secteur ou région;
- Notre intention de continuer à réaliser des acquisitions sélectives;
- Nos attentes concernant nos sources de trésorerie et notre capacité à respecter nos dépenses d'exploitation et nos dépenses en immobilisations dans le cours normal des activités, telles que présentées aux rubriques « Gestion du capital » et « Situation de trésorerie et sources de financement »;

- Notre capacité à limiter le risque de crédit;
- Notre adoption prévue des normes comptables décrites dans la rubrique « Adoptions futures ».

Ces énoncés décrivent les attentes et les cibles de la direction en fonction desquelles nous mesurons notre succès et aident nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées dans le présent rapport de gestion et pour les périodes closes à ces dates. Les lecteurs sont avisés que ces renseignements peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent que nous formulions des hypothèses et sont assujettis à des risques et à des incertitudes inhérentes. Il existe un risque important que les prédictions, prévisions, conclusions, projections et autres énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Nous avertissons les lecteurs du présent rapport de gestion de ne pas se fier indûment à nos énoncés prospectifs étant donné que de nombreux facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, les conditions, les mesures ou les événements futurs réels diffèrent considérablement des cibles, des attentes, des estimations ou des intentions exprimées dans ces énoncés prospectifs.

Les résultats futurs liés aux énoncés prospectifs peuvent être influencés par de nombreux facteurs et risques importants, y compris les risques décrits dans la rubrique « Facteurs de risque » du présent rapport de gestion.

Hypothèses

Pour établir nos énoncés prospectifs, nous tenons compte de facteurs importants, notamment des hypothèses concernant le rendement des économies canadienne, américaine et mondiale en 2024 et leur incidence sur nos activités. Les hypothèses et les facteurs importants utilisés à l'appui de nos perspectives 2024 qui figurent à la page M-11 sont les suivants :

- La direction a supposé une valeur moyenne du dollar américain de 1,35 \$, de la livre sterling de 1,70 \$ et du dollar australien de 0,90 \$ pour 2024.
- La cible du taux d'intérêt du financement à un jour est actuellement de 5,00 % au Canada, de 5,33 % aux États-Unis et de 5,19 % au Royaume-Uni. Les billets de premier rang non garantis à taux fixe de la Société devraient compenser en partie ces changements de taux.
- Notre taux d'imposition effectif, compte non tenu de transactions distinctes, devrait se situer entre 22,0 % et 23,0 %, et il a été déterminé selon les taux d'imposition en vigueur au 31 décembre 2023, ainsi que la composition de nos bénéfices prévus pour les pays où nous exerçons nos activités.
- Le PIB du Canada devrait croître de 0,9 % en 2024, tandis que celui des États-Unis devrait connaître un taux de croissance de 1,5 %. Ailleurs dans le monde, le Royaume-Uni devrait afficher une croissance du PIB de 0,7 %, tandis que celui de l'Australie devrait croître de 1,4 %.
- Au Canada, le nombre total de mises en chantier devait augmenter de 12 % en 2024 par rapport à 2023. Aux États-Unis, le taux annuel désaisonnalisé prévu du total des mises en chantier pour 2024 est de 1,37 million, soit une diminution de 3 % par rapport à 2023.
- L'Architectural Billing Index de l'American Institute of Architects a baissé, passant de 47,5 à la fin de 2022 à 45,3 en décembre 2023, ce qui témoigne d'un léger assouplissement des conditions commerciales; la facturation architecturale devrait toutefois demeurer stable en 2024.
- La Banque mondiale s'attend à ce que les prix du pétrole, des métaux et des minéraux diminuent légèrement en 2024 par rapport aux niveaux de 2023.
- La direction s'attend à soutenir le niveau de croissance ciblé en combinant les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et les emprunts.

La liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. Les investisseurs et le public devraient examiner attentivement ces facteurs, d'autres incertitudes et événements éventuels, ainsi que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs lorsqu'ils se fient à ces énoncés pour prendre des décisions à l'égard de notre Société. Les déclarations prospectives contenues dans les présentes correspondent à nos attentes au 28 février 2024 et, par conséquent, pourraient changer après cette date. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, sous forme verbale ou écrite, qui peut être faite à l'occasion. Dans le cas des fourchettes de rendement prévu pour l'exercice 2024, nous avons actuellement pour pratique d'évaluer et, lorsque nous le jugeons approprié, de fournir des mises à jour. Toutefois, sous réserve des exigences juridiques, nous pouvons modifier cette pratique en tout temps, à notre entière discrétion.